



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°64 (N°146) – 1,50 €

1<sup>er</sup> MARS 2017

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE  
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

## Présidentielle : notre position

### Les élections présidentielles et la V<sup>e</sup> République

Le 23 avril et le 7 mai aura lieu l'élection présidentielle. Dans le cadre de la V<sup>e</sup> République, les élections présidentielles sont les élections les plus importantes. Il faut le rappeler : les institutions de la V<sup>e</sup> République consacrent la domination du Président de la République sur l'Assemblée nationale. Elles lui donnent le pouvoir de désigner le gouvernement et de dissoudre l'Assemblée nationale. Elles lui donnent le pouvoir de désigner le gouvernement et de dissoudre l'Assemblée nationale; elles lui permettent, via l'article 16, de concentrer tous les pouvoirs ; elles permettent au gouvernement, via l'article 49 ter, d'imposer une loi sans passer par le vote des députés.

Ce ne sont là que quelques aspects parmi les plus violemment anti-démocratiques – y compris du point de vue de la démocratie bourgeoise – de ces institutions qui doivent être qualifiés de bonapartistes, le « peuple » étant

appelé à choisir une fois tous les cinq ans un « sauveur suprême ». La liquidation de la IV<sup>e</sup> République, par le coup d'état gaulliste, correspondait à la nécessité politique de trancher brutalement, au profit de la fraction dominante ayant vocation à s'insérer sur le marché mondial, les dissensions internes à la bourgeoisie française, notamment sur la question algérienne. Mais elles sont l'expression française d'une tendance à l'œuvre partout dans le cadre du capitalisme pourrissant. La transformation du capitalisme de libre concurrence en un capitalisme des monopoles exige le passage de la république parlementaire au bonapartisme dont Trotsky rappelle : *« S'élevant politiquement au-dessus des classes, le bonapartisme, comme son prédécesseur le césarisme, a toujours été et reste, du point de vue social, le gouvernement de la partie la plus forte et la plus solide des exploités ».*

### **L'objectif inachevé de la V<sup>e</sup> République : en finir avec le « régime des partis », liquider les partis d'origine ouvrière, intégrer les syndicats à l'appareil d'État**

La réalisation intégrale des objectifs de la V<sup>e</sup> République supposerait, selon la formule de son fondateur, de Gaulle, d'en finir avec « le régime des partis ». Naturellement, cela vaut d'abord pour les partis d'origine ouvrière : PS et PCF. Elle supposerait également l'intégration complète des syndicats à l'appareil d'État, ceux-ci étant transformés en simples rouages de celui-ci, concourant au « bien commun » dans le cadre d'une association capital-travail, c'est-à-dire la réalisation du corporatisme.

Pour des raisons sur lesquelles on ne peut ici revenir de manière complète, cet objectif politique n'a pu être totalement réalisé. Le PS (qui a pris la place de l'ancienne SFIO), le PCF continuent d'exister, quoique dans un état d'extrême décomposition. Les syndicats CGT, FO, FSU, quoique très affaiblis par la politique constante de trahison de leurs dirigeants, continuent d'exister comme syndicats ouvriers, même si des coups très violents leur ont été

portés (par exemple avec la destruction de l'ancienne FEN). A travers le dialogue social, ils s'associent de manière toujours plus profonde à l'ensemble des contre-réformes de la bourgeoisie qu'ils tendent à prendre en charge. Mais la quantité ne s'est pas transformée en qualité. La contradiction demeure entre leur nature de syndicats ouvriers et la politique totalement bourgeoise de leur direction. À chaque instant, cette contradiction se manifeste à nouveau. On l'a vu avec la loi El Khomri lorsque les dirigeants de la CGT et de la FSU, après avoir dans un premier temps signé un communiqué qui l'avalisait totalement, ont dû ensuite se prononcer formellement pour son retrait – tout en bandant avec succès toutes leurs forces pour interdire au prolétariat et à la jeunesse d'affronter victorieusement le gouvernement.

(suite page 2)

### **Sommaire**

• Présidentielle : notre position .....	1
• Notes économiques .....	9
• Les militants interviennent et informent C.P.S. ....	23
• Italie : Après l'échec du référendum constitutionnel .....	27

L'Assemblée nationale elle-même n'a pu être réduite intégralement au rôle de simple chambre d'enregistrement. Le Bonaparte ne peut se passer totalement de la béquille qu'elle constitue pour lui. Ainsi, dans les cinq années qui viennent de s'écouler, rien ne contraignait la majorité de députés PS-PCF à entériner le CICE, le pacte de

responsabilité, la loi El Khomri. Rien ne la contraignait à accepter les gouvernements bourgeois Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel, puis Hollande-Valls-Macron-Baylet. Rien, sinon sa propre veulerie politique. Elle n'a été soumise que parce qu'elle s'est elle-même soumise.

---

### **Pourquoi la bourgeoisie veut-elle en finir avec l'existence du PS et du PCF, malgré la politique de trahison des intérêts ouvriers de ces derniers ?**

---

L'objectif de la V<sup>e</sup> République n'a donc pas été atteint dans son intégralité. Mais il demeure pour la bourgeoisie une nécessité impérieuse. C'est ainsi que se mène en permanence une campagne incessante pour que disparaisse le Parti socialiste, et aussi, accessoirement, une offensive pour la liquidation de ce qui reste du PCF. « *Le PS est mort* » ou bien « *le PS doit mourir* », « *Il faut clore le cycle d'Epinay* » (du nom du congrès de 1971 du PS) : chaque jour, des dizaines d'articles en forme d'injonctions sont écrits à ce sujet par les plumitifs de la bourgeoisie.

Mais, dira-t-on, l'orientation du PS (non plus d'ailleurs que celle du PCF) ne représente en rien une menace pour la bourgeoisie, puisque ces deux partis se situent désormais ouvertement sur le terrain de la défense de la propriété privée des moyens de production. Pourquoi cet acharnement, puisque le PS, qui a vertébré les gouvernements bourgeois de 1981 à 1986, puis de 1988 à 1993, de 1997 à 2002 et à nouveau depuis 2012, a largement fait la preuve de son aptitude à prendre en charge les intérêts de la bourgeoisie française, et en même temps à s'en prendre violemment aux intérêts ouvriers ?

Il est absolument certain que le PS, le PCF sont passés du côté de l'ordre bourgeois, et ce définitivement. S'agissant de la social-démocratie, elle est passée du côté de l'ordre bourgeois, non pas depuis 2012, comme certains semblent se l'imaginer, mais depuis... 1914 où, ralliant d'union sacrée, elle a envoyé des millions de prolétaires à la mort en défense de sa propre bourgeoisie.

En un siècle, pour s'en tenir à la France, la SFIO puis le PS ont mille fois trahi le prolétariat, pris en charge les intérêts de l'impérialisme français au prix de la politique la plus barbare et la plus abjecte par exemple en défense du colonialisme français. Et pourtant, alors même que les rapports du PS avec la classe ouvrière sont des plus ténus, c'est encore du vote PS (très accessoirement du vote PCF désormais après la disparition de l'URSS) que se saisissent travailleurs et jeunes lorsqu'ils veulent se débarrasser des partis bourgeois. C'est ce qui s'est encore passé en 2012, où massivement travailleurs et jeunes ont voté Hollande puis PS aux législatives (dans une bien moindre mesure PCF) contre Sarkozy, l'UMP, le FN, l'UDI.

Est-ce parce que les masses ont des « illusions » dans le PS ? Est-ce parce que les travailleurs ont pris au sérieux la phrase creuse de la campagne de Hollande : « *Mon ennemi, c'est la finance* » ? Absolument pas. Il ne faut pas prendre les travailleurs pour des imbéciles ou des amnésiques. Les travailleurs, en 2012, se sont saisis du vote PS pour la seule raison qu'ils ne disposaient d'aucun

autre moyen de se débarrasser de Sarkozy, de l'UMP, de l'UDI, et en même temps d'écarter le Front national, d'autres moyens que d'utiliser le vote pour le vieux parti d'origine ouvrière mais dont la politique est cent pour cent bourgeoise, ce que les travailleurs n'ignorent en rien.

Il en irait évidemment autrement si la classe ouvrière avait construit un Parti ouvrier révolutionnaire, si elle disposait d'« *un drapeau que ne souille aucune tâche* », pour citer Trotsky parlant de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais précisément elle n'en dispose pas. Et la classe ouvrière ne peut attendre, pour engager la bataille pour en finir avec les gouvernements bourgeois, que ce parti soit construit. Dès lors, elle se saisit des instruments dont elle dispose, si délabrés, si vermoulus soient-ils. Et il en sera sans doute ainsi tant qu'au travers de grands combats de classe un parti authentiquement révolutionnaire ne sera pas construit.

Et c'est pourquoi la bourgeoisie – qui par ailleurs sait parfaitement à quoi s'en tenir sur la politique du PS - n'a de cesse de la priver de cet instrument, de la placer dans une situation où elle ne disposera plus d'aucun instrument, si délabré soit-il, pour postuler au pouvoir. Elle n'a de cesse de ramener le prolétariat à une situation qui était la sienne avant qu'il n'édifie un parti ouvrier et où il était condamné à servir de force d'appoint à un parti du capital contre un autre.

Mais, objectera-t-on encore, finalement la disparition du PS et du PCF n'aurait elle pas le mérite de faire place nette pour la naissance d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire ? Ceux qui prétendent une chose pareille n'ont jamais pris la peine d'étudier sérieusement l'histoire, ni de regarder autour d'eux. Dans ce numéro de *CPS*, un article consistant est consacré à la situation en Italie. Il y a eu en Italie un très puissant Parti communiste. Il y a eu un important Parti socialiste (le PSI). Ces partis ont été liquidés. Le PCI, par la décision de ses dirigeants, s'est dissout dans un parti bourgeois, le PD (Parti démocrate), aujourd'hui dirigé par d'anciens démocrates-chrétiens. Le PSI a de même disparu. Aujourd'hui, il n'y a plus en Italie de parti d'origine ouvrière. La situation politique du prolétariat italien en a-t-elle été améliorée ? Nulle part le désarroi politique n'est au contraire plus grand. Les attaques contre les conditions d'existence des masses avec la collaboration des dirigeants de la CGIL (principale centrale ouvrière) s'y déchaînent. Quant à la construction d'un véritable parti ouvrier, elle ne s'en est certainement pas trouvée favorisée, bien au contraire.

---

## En défense de la V<sup>e</sup> République, Hollande, Valls, Cambadélis prennent l'offensive pour liquider le PS

---

Comme écrit plus haut, toutes les voix autorisées de la bourgeoisie jusqu'à Mélenchon – voir plus bas - appellent à en finir avec l'existence du PS. Mais d'autres voix se mêlent au concert, en particulier dans ce qu'il est convenu d'appeler l'« extrême gauche », qui évoquent sa mort avec jubilation. Ces derniers, pour autant qu'ils sont encore capables de penser, devraient méditer sur le fait suivant. Aucune voix ne hurle plus fort à la mort du PS que... la plupart des dirigeants du PS eux-mêmes. À commencer par Hollande. C'est avec le cynisme qui le caractérise qu'il déclare dans son ouvrage en forme de déballage (*Un président ne devrait pas dire ça*) : « *Le PS doit se faire hara-kiri* ». Il ajoute que Valls est d'accord, que Cambadélis est d'accord... mais que les choses n'avancent pas. Valls a fait de la liquidation du PS et du mot socialisme, « *un mot du XIX<sup>e</sup> siècle* » son leitmotiv. Quant à Cambadélis, il lui revenait la tâche de fondre le

PS dans la Belle Alliance populaire avec quelques débris de micro partis bourgeois (radicaux de gauche, miettes du Parti écologiste, etc.). La Belle Alliance populaire avait vocation à jouer en France le rôle du Parti démocrate en Italie... ou aux USA.

L'acharnement des dirigeants du PS à vouloir liquider leur propre parti signifie simplement que la défense des objectifs de la V<sup>e</sup> République est incompatible au bout du compte avec l'existence du PS. Il faut rappeler à cet égard que c'est Jospin qui a réformé en 2000 la V<sup>e</sup> République dans le sens de l'accentuation de ses traits bonapartistes (en instaurant le quinquennat et en faisant procéder les élections législatives de la présidentielle, visant à transformer la majorité parlementaire en « majorité présidentielle »). Il est certes paradoxal que l'offensive contre le PS vienne de sa propre direction. Mais ce paradoxe est en réalité tout à fait explicable.

---

### Primaires : l'arroseur arrosé

---

Les primaires de la Belle Alliance populaire – et non du PS - devaient constituer une étape importante sur le chemin de la liquidation du PS. En lui-même, le processus des primaires est parfaitement réactionnaire, qui consiste à faire choisir le candidat d'un parti – en l'occurrence le PS - par d'autres que les instances de ce parti, y compris par des ennemis de ce parti. Le projet d'origine était clair : le Bonaparte Hollande devait se faire légitimer à travers cette élection aux primaires.

Mais le discrédit de Hollande, la haine populaire contre sa politique, doublée du mépris dans lequel le tient la bourgeoisie pour qui, ayant fait la sale besogne, il n'avait plus d'utilité, a conduit Hollande à renoncer. Dès lors, Valls entrait en piste : partisan déclaré du « *dépassement* » du PS, « *assumant* » le bilan de la violente politique anti-ouvrière poursuivie depuis cinq ans, chantre de la mise en place de l'État policier au nom de la lutte contre le « *terrorisme* », il se faisait fort d'être adoubé dans le cadre d'élections en principe taillées sur mesure. L'immense majorité de l'appareil du PS, des députés était derrière lui.

Las ! Il fut piteusement battu. Significativement il n'arriva en tête, en particulier au deuxième tour, que dans les circonscriptions bourgeoises tenus généralement par des députés LR.

Quel est le sens de cette défaite? Une partie des travailleurs et des jeunes – une partie certes pas majoritaire, mais tout de même significative – s'est saisie de la possibilité qu'offrait ce scrutin pour voter contre le gouvernement, contre sa politique anti-ouvrière, notamment contre la loi El Khomri et l'instauration de l'État policier. Ce faisant elle votait, avec un degré de conscience plus ou moins complet, contre la liquidation du PS qui était contenu dans la position de Valls. Elle s'est ainsi saisie au second tour du vote Hamon, qui se présentait comme « critique » des gouvernements du quinquennat Hollande. Ainsi, l'opération primaires a-t-elle abouti au résultat strictement inverse à celui qu'en espéraient ses promoteurs.

---

### La défaite de Valls, la victoire de Hamon s'inscrivent dans un affrontement général en Europe, dont l'enjeu est la survie des partis sociaux-démocrates confrontés à l'offensive de la bourgeoisie pour les liquider

---

On ne peut séparer ce qui vient de se passer en France lors des primaires de ce qui se passe à cet égard dans d'autres pays d'Europe.

La prise en charge totale par les partis sociaux-démocrates des objectifs de la bourgeoisie dans le cadre de la crise du capitalisme pourrissant ne peut conduire qu'à la liquidation de ces partis. En ce sens, la victoire de Valls aurait représenté un pas de première importance dans cette direction. C'est exactement ce que montre l'exemple grec où le PASOK, qui a pris en charge au gouvernement la totalité des violentes offensives anti-ouvrières exigées par la troïka, et qui est réduit à une influence électorale quasi nulle, est en état de coma dépassé.

C'est dans ce sens que la nouvelle direction du PSOE œuvre, en Espagne, en soutenant le gouvernement du PPE de Rajoy qui continue son offensive meurtrière contre le prolétariat d'Espagne.

Mais cette offensive destructrice, arrivée à son terme en Italie et en Grèce, se heurte ailleurs à une résistance des militants et, au-delà, des travailleurs et de la jeunesse.

En Espagne même, l'orientation de soutien à Rajoy des actuels dirigeants du PSOE se heurte à la volonté de la majorité des militants qui ont exigé la tenue d'un congrès extraordinaire pour remettre en cause cette orientation. La direction Diaz doit se livrer aux pires manœuvres bureaucratiques – allant jusqu'à prétendre interdire toute nouvelle adhésion ! - pour se maintenir.

En Grande-Bretagne, alors que l'appareil blairiste et la majorité des parlementaires du Labour apportaient sur tous les terrains son soutien au gouvernement Tory, des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont adhéré au Labour, et par deux fois en élisant Corbyn, ont cherché à expulser de la direction du Labour les partisans de Blair. En Allemagne même, le dirigeant Gabriel, qui a fortement affaibli le SPD par la participation au gouvernement de

« grande coalition » avec Merkel, a dû renoncer à diriger la prochaine campagne électorale. Et Martin Schulz, le nouveau leader du SPD, est amené à faire campagne en faisant des phrases contre l'« Agenda 2010 », ensemble d'attaques les plus violentes contre les travailleurs allemands initié par le gouvernement Schröder, ancien chef du gouvernement SPD-Verts.

La victoire de Hamon participe de ce mouvement de résistance à la liquidation des partis sociaux-démocrates ; même si la vérité force à dire qu'il n'a en France pas du tout la même ampleur qu'en Grande-Bretagne, par exemple, pour la raison que le rapport du PS en France au prolétariat est infiniment plus ténu que celui du Labour, en particulier du fait des liens de ce dernier avec le mouvement syndical.

---

### **Pour la liquidation des partis sociaux-démocrates et des PC par le prolétariat dans le cours de la révolution prolétarienne ; résolument contre leur liquidation par la bourgeoisie !**

---

Les militants regroupés autour de « Combattre pour le Socialisme » ne développent pas la moindre illusion quant à l'avenir des PS et PC. Un siècle après la révolution d'Octobre, il nous faut préciser que l'avenir de ces partis ne peut être différent de ce qu'a été celui des mencheviks après 1917, c'est-à-dire du côté de la contre-révolution, des Blancs et de la coalition impérialiste. En combattant pour la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire, nous combattons pour que le prolétariat se débarrasse de la tutelle de ces vieux partis attachés depuis des décennies au maintien du capitalisme. Nous ne développons pas non plus la moindre illusion sur les dirigeants de ces partis (Schulz en Allemagne, Corbyn en Grande-Bretagne, Sanchez en Espagne, Hamon en France) qui à un moment sont portés à leur tête contre ceux qui veulent les liquider. Tant leur

politique présente que leur passé témoignent du fait qu'ils demeurent entièrement dévoués à la défense du Capital. En permanence, du reste, ils cherchent à passer compromis avec ceux-là même contre lesquels ils ont été portés à la tête de leur Parti. Leur programme (voir plus bas en ce qui concerne Hamon) est entièrement réactionnaire, sur le terrain de la défense du Capital.

Mais nous ne confondons pas les contraires. Ce qui est aujourd'hui en question, ce n'est pas la liquidation de ces vieux partis par le prolétariat révolutionnaire. Ce qui est en question, c'est la liquidation de ces partis par une offensive réactionnaire de la bourgeoisie qui entend priver la classe ouvrière de tout instrument politique pour chasser les partis bourgeois, postuler à son propre pouvoir. Et c'est pourquoi nous sommes inconditionnellement pour défaire cette offensive.

---

### **Les présidentielles en France : après 5 ans de gouvernement PS-Radicau-Verts sous la présidence de Hollande**

---

C'est dans ce cadre qu'il nous faut apprécier l'enjeu des élections présidentielles. Ces dernières ne se déroulent pas dans n'importe quel contexte. Elles se déroulent après cinq années de gouvernement PS-Radicau-Verts, cinq années marquées par des offensives d'une violence inédite contre le prolétariat et la jeunesse. CICE, pacte de responsabilité, loi Macron, loi El Khomri : jamais les cadeaux au patronat n'avaient été aussi énormes ; jamais le démantèlement des droits ouvriers aussi profonds. À cela, il faut ajouter la loi Touraine contre l'Hôpital Public, les contre-réformes réactionnaires à tous les niveaux de l'Enseignement public : « rythmes scolaires », réforme du collège, sélection à l'Université au terme de la licence... Il faut surtout ajouter la marche accélérée à l'État policier sous toutes ses facettes : état d'urgence permanent, accumulation des lois sécuritaires (dont la dernière en date donne aux flics un véritable droit de tuer), interdictions de manifester, condamnation de militants ouvriers. C'est dans ce cadre qu'il faut mettre « à l'actif » de ce gouvernement la répression massive des manifestants, en particulier de la jeunesse, au moment des manifestations contre la loi El Khomri, la violence permanente allant jusqu'à la mort (Adama Traore), à la torture contre la jeunesse des banlieues, l'expulsion massive des réfugiés (où la barbarie du gouvernement va jusqu'à interdire l'aide alimentaire des organisations caritatives). Il faut le dire : il ne s'agit pas de « bavures » ; il s'agit de l'exercice ordinaire de la

violence de classe par l'appareil d'État au service de la bourgeoisie, orchestrée depuis les sommets de cet appareil d'État et du gouvernement.

Durant ces cinq années, la majorité de députés PS-PCF a tout accepté, y compris les coups de force répétés du recours à l'article 49 ter. Il existait pourtant une issue : que cette majorité rejette l'ensemble des lois anti-ouvrières des gouvernements Hollande successifs, qu'elle se déclare souveraine contre le 49 ter, qu'elle constitue un gouvernement sans représentants des partis bourgeois dont les masses auraient exigé satisfaction !

Une telle possibilité ne pouvait s'ouvrir que par la mobilisation du prolétariat dans une immense manifestation à l'Assemblée nationale, imposant à cette majorité PS-PCF de rompre avec le gouvernement. Une telle manifestation n'était possible qu'à l'initiative du front uni des organisations syndicales (CGT, FO, FSU, UNEF). Mais précisément durant cinq ans, les dirigeants des organisations syndicales ont collaboré avec le gouvernement via le « dialogue social » et ont fait tout ce qui leur était possible pour éviter que se centralise le combat de la classe ouvrière. Ils se sont dressés, en particulier sur la loi El Khomri, contre la perspective de la manifestation à l'Assemblée nationale, protégeant le gouvernement et la majorité PS-PCF, tout en organisant avec l'« extrême gauche » les opérations locales contre les locaux du PS, ce qui concourrait au même objectif.

---

## Ce que défendrait un candidat réellement révolutionnaire dans ces élections

---

Le Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire n'a absolument pas les moyens militants de présenter un candidat à ces élections présidentielles.

S'il existait dans ce pays une organisation révolutionnaire ayant de tels moyens, sa responsabilité serait de présenter un candidat qui défendrait les positions suivantes :

- Pour le retrait de toutes les contre-réformes réactionnaires, notamment celles du dernier quinquennat : abrogation des lois El Khomri, Touraine, des contre-réformes de l'Enseignement : rythmes scolaires, décret Hamon contre le statut des enseignants, loi Vallaud-Belkacem de sélection à l'université. Annulation du CICE, du pacte de responsabilité, de la loi ANI. Annulation des mesures contre le statut de la Fonction publique (PPCR)
- Pour la défense de la Sécurité sociale. Gratuité des soins, financement de la Sécurité sociale par l'augmentation du salaire différé payé par les patrons dont le paiement des impayés serait immédiatement exigé
- Abrogation de toutes les contre-réformes des retraites depuis la réforme Balladur de 1993
- Rattrapage du pouvoir d'achat des travailleurs perdu depuis la désindexation des salaires, augmentation générale des salaires, échelle mobile des salaires
- Il y a plus de 6 millions de chômeurs en France. Partage du travail entre toutes les mains disponibles sans diminution de salaire, c'est-à-dire échelle mobile des heures de travail.

Mais personne ne peut faire croire, sauf les charlatans et les filous, que ces revendications, que la moindre de ces revendications, peuvent être satisfaites dans le cadre du maintien du mode de production capitaliste. Un candidat révolutionnaire défendrait clairement un programme d'expropriation du capital : nationalisation sans indemnité ni rachat des grands moyens de production et d'échange, des banques sous contrôle ouvrier.

Seul un gouvernement ouvrier pourrait mener à bien un tel programme. Mais nul ne peut prétendre qu'un tel programme pourrait être mis en œuvre dans le cadre de la V<sup>e</sup> République sans toucher à l'appareil d'État, à ses corps de répression, à la police, l'armée, la justice aux ordres de la classe dominante. En s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses, un tel gouvernement en finirait avec les institutions de la V<sup>e</sup> République ; il s'engagerait dans le démantèlement des corps de répression.

Cela implique évidemment de rompre avec tous les traités, accords qui relient l'actuel gouvernement aux autres puissances impérialistes : sortie immédiate de l'OTAN, de l'UE ! A bas l'Euro ! Mais aucun pays ne peut durablement s'engager sur la voie du socialisme de manière isolée. C'est pourquoi à l'UE, le programme révolutionnaire opposerait le combat pour les États-Unis socialistes d'Europe dans la perspective de la République universelle des Conseils ouvriers.

Voilà ce que défendrait un candidat véritablement révolutionnaire à ces élections. C'est un fait : aucun des candidats, aucun de ceux qui prétendent l'être, ne défend de près ou de loin un tel programme.

---

## Une crise généralisée de la représentation politique de la bourgeoisie...

---

En l'absence de candidat révolutionnaire, et après cinq ans de gouvernements Hollande entièrement ordonnés par la défense du capital financier, le seul enjeu de ces élections pour le prolétariat est : limiter au maximum l'inéluctable victoire d'un des candidats de la bourgeoisie.

Certes, la représentation politique de la bourgeoisie française est en crise, éclatée entre plusieurs représentants. Cette crise a d'ailleurs une base matérielle concrète : à savoir la situation déliquescence du capitalisme français sur le marché mondial dont atteste de manière particulièrement marquante l'augmentation constante du déficit de son commerce extérieur, la diminution de sa part des échanges mondiaux.

À cette crise, Le Pen et son Front national prétendent répondre d'abord par de violentes mesures anti-ouvrières, en particulier contre la partie immigrée du prolétariat à laquelle serait fermé l'accès à l'École, à l'Hôpital, etc. Ils prétendent y répondre par une série de mesures protectionnistes, et évoquent la sortie de l'UE (de manière plus secondaire, Dupont Aignan occupe le même créneau). C'est précisément pour cette dernière raison que la classe capitaliste, en particulier sa fraction la plus profondément insérée dans le marché mondial, ne se reconnaît pas à ce stade dans la candidature Le Pen, quitte à agir auprès

d'elle au cas où elle l'emporterait pour qu'elle infléchisse son programme sur ce dernier point.

Parmi les candidats du capital, il faut bien sûr compter Macron, dont la promotion est entièrement due à Hollande, et qui a notamment pour fonction d'œuvrer à la liquidation du PS avec la participation, du reste, de plusieurs dirigeants du PS lui-même : Ferrand, Caresche, Collomb, voire Royal. Mais si Macron est, du point de vue de la bourgeoisie, très utile à la liquidation escomptée du PS, sa victoire aux élections serait pour elle lourde d'incertitudes. En particulier, il ne dispose à ce jour d'aucun parti structuré susceptible de constituer une majorité de députés solide pour appuyer la violente politique anti-ouvrière qu'il se propose.

Reste évidemment Fillon, le candidat LR. LR constitue la filiation de l'UMP, et avant elle du RPR, de l'UDR, de l'UNR, bref du parti gaulliste, c'est-à-dire du parti du Bonaparte fondateur de la V<sup>e</sup> République. Fillon a remporté la primaire de la droite sur un programme violemment anti-ouvrier : suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, destruction de la Sécurité sociale, liquidation de tout âge légal de départ en retraite (celle-ci serait déterminée par catégorie, en fonction de l'« espérance de vie »), programme d'expulsion des

immigrés qui n'a rien à envier à celui de Le Pen... Toutefois, sa victoire annoncée vient de voir se dresser devant elle des obstacles imprévus. Les révélations de corruption et d'emplois fictifs le concernant ne nous apprennent rien : tels sont les mœurs de la classe dominante et de son personnel. Mais le fait que tout cela éclate sur la place publique, la bombe ayant été déposée selon toute apparence par des hommes de son propre camp, révèle que la crise de LR continue et s'approfondit, qui renvoie, au-delà des féroces rivalités personnelles, aux

interrogations qui tenaillent le personnel bourgeois : tant sur la possibilité de mener une offensive anti-ouvrière d'une telle ampleur, sur la place que doit y occuper le « dialogue social » avec les appareils (il faut noter que Martinez et Mailly ont par avance accordé leur onction au candidat Fillon en rencontrant son bras droit Larcher), sur le degré d'acceptation inévitable de la domination de l'Allemagne en Europe, etc. La crise de LR concentre la crise de la bourgeoisie française.

### À propos de la candidature de Mélenchon

Personne ne discutera sérieusement le fait que Le Pen, Fillon, Macron sont des candidats bourgeois. Mais comment apprécier la candidature Mélenchon ? Il est incontestable que l'écœurement et la répulsion qu'inspirent 5 années de gouvernement Hollande offrent à cette candidature un certain écho populaire. Mais tel ne peut être le critère pour apprécier cette candidature. Dans de nombreux pays, au gré des circonstances historiques, des individus ou des courants politiques profondément étrangers au mouvement ouvrier ont pu avoir un écho populaire. Ce fut le cas en Amérique latine avec Perón en Argentine, plus récemment avec Chavez – dont Mélenchon est idolâtre. C'est le cas aujourd'hui en Europe, avec le mouvement Cinq étoiles en Italie, ou Podemos en Espagne.

Il n'y a pas d'autre critère pour juger de la candidature de tel ou tel que son rapport au mouvement ouvrier. La seule arme de la classe ouvrière, c'est l'organisation. L'histoire de la classe ouvrière, c'est une histoire à travers laquelle elle a construit ses syndicats et ses partis. L'histoire de la lutte des classes, c'est aussi celle à travers laquelle la bourgeoisie corrompt et soumet les sommets des organisations ouvrières pour les inféoder, Mais au-delà même de la corruption des sommets du mouvement ouvrier, l'objectif fondamental de la bourgeoisie est de liquider toute organisation de classe du prolétariat, de ramener le prolétariat à une atomisation totale, à la lutte individuelle de tous contre tous pour la survie. Comme indiqué plus haut, l'objectif fondamental de la constitution bonapartiste de la V<sup>e</sup> République est d'en finir « avec le régime des partis », d'intégrer les syndicats dans le cadre de l'État corporatiste. C'est à cette aune qu'il faut juger de la candidature de Mélenchon.

Mélenchon se présente volontiers comme un adversaire de la V<sup>e</sup> République. Mais comme le dit Marx, « n'importe quel boutiquier sait bien faire la distinction entre ce que chacun prétend être et ce qu'il est réellement ». Quel est le principe du bonapartisme ? C'est celui d'établir un rapport direct quasi mystique entre un « homme providentiel » et « le peuple », rapport direct censé transcender les oppositions de partis et de classe.

En 2012, Mélenchon est le candidat d'un cartel de partis dont les deux principaux (le PCF et le Parti de Gauche) sont issus du mouvement ouvrier. En 2017, la candidature de Mélenchon n'a été soumise à la désignation d'aucun parti. Celui qui parle de lui en disant sans rire « le bien commun que je suis » (sic) déclare : « Je vous propose ma candidature pour l'élection présidentielle de 2017 (...).

« Je m'adresse à toute personne qui perçoit l'urgence de la situation. À qui n'en peut plus de la montée des misères

dans notre pays et de l'enrichissement des plus riches. À qui ne supporte plus d'entendre du matin au soir que tout va mal sans que soient jamais mis en cause le gavage des actionnaires, l'assistanat ruineux offert sans contrepartie au MEDEF, le pouvoir de l'oligarchie et de sa caste droguée aux ivresses de la mondialisation financière.

« Soyons les indignés, les insoumis qui agissent ! Nous, de tous les milieux sociaux, [souligné par nous] nous, femmes et hommes, qui n'en pouvons plus de la société de l'argent-roi quand des centaines de gens meurent de froid dans la rue, sur leur poste de travail ou de maladies restées sans soins. »

Passons sur les trémolos sur les gens qui meurent de froid, et sur l'enrichissement des plus riches. N'importe quel politicien bourgeois peut s'y livrer comme vient encore de le montrer un Bayrou. L'essentiel est ailleurs. Mélenchon s'adresse par-delà les oppositions de classes à « tous les milieux sociaux ». Il s'adresse à tous les Français au-dessus des clivages entre « la droite » et « la gauche » :

« Depuis 2012, on s'est présenté parfois comme la "vraie gauche" à cause de l'écœurement que la "gauche officielle" soulevait. Mais cela nous relègue, dans le système médiatique, à l'extrême gauche. Or nous ne sommes pas des extrémistes. Et puis je reste persuadé que, plutôt que nous épuiser dans une bataille d'étiquettes qui ne parle pas à la société, nous avons intérêt à toucher les profondeurs du pays, qui ne se reconnaissent ni dans la gauche de François Hollande ni dans la droite de Nicolas Sarkozy, mais qui pourraient être entraînés par notre discours sur l'indépendantisme français, la souveraineté populaire, la planification écologique, le progrès humain et le mix particulier que j'opère de tout cela. Il faut surmonter le blocage des étiquettes pour pouvoir fédérer largement le peuple et la société autour d'objectifs communs. Il faut aussi entraîner l'électorat de gauche qui a basculé dans le vote FN ou l'abstention. Plutôt que la gauche de Hollande et la droite de Sarkozy, je préfère donc opposer les nucléaristes aux partisans des énergies renouvelables, les "eurolâtres" aux "euroréalistes", et ainsi de suite... »

« Par-delà les étiquettes », « toucher les profondeurs du pays », pour l'« indépendantisme français »... C'est le langage typique du candidat Bonaparte, dans la tradition gaulliste au-dessus des partis : « Tout le monde peut se joindre à moi pour travailler sur le programme et agir. Voilà comment on mène une élection, dans un rapport direct aux citoyens, pas dans une carabistouille entre partis politiques ».

Ni de gauche, ni de droite. Au-dessus des partis et des classes, il n'y a que la France, la France « universaliste » :

« *la France n'est jamais si grande que quand elle se pense comme une composante de l'humanité universelle. (...) Pour ce qui nous concerne, nous devons nous tourner vers les nations émergentes avec lesquelles nous partageons un destin puisque nous sommes présents sur les cinq continents (...) Le moment est venu de penser à une francophonie politique* ».

L'évocation du fait que « *nous sommes présents sur les cinq continents* » l'indique assez clairement : la « *France universaliste* » qu'évoque Mélenchon, c'est en réalité la France coloniale, l'Empire français qu'il faudrait reconstituer à travers « *une francophonie politique* ».

Il n'est pas étonnant que les aspects les plus ouvertement réactionnaires de la campagne de Mélenchon touchent aux questions de l'immigration, aux attaques contre ces travailleurs détachés dont Mélenchon paraphrasant sans le savoir un célèbre sketch comique nous dit sans rire « *qu'ils volent le pain des Français* ». Il n'est pas étonnant que l'ode vibrante à « *la France* » se traduise par l'apologie non moins vibrante à « *notre* » « *police républicaine* », trouvant encore le moyen d'utiliser à cet effet les barbaries policières récentes contre Théo et d'autres : « *La police républicaine a un fond républicain très profond. La police républicaine n'a rien à voir avec ce type de pratique* » (la torture de Théo). Pour ce qui est du « *fond républicain très profond* », cela est incontestable. À condition de préciser qu'il s'agit bien de la République coloniale, celle des ratonnades, celle qui en 1961 jetait par-dessus le pont de la Seine des centaines de manifestants algériens pour l'Indépendance, celle qui assassinait à Charonne.

Pour le reste, c'est à peine si le « programme » de Mélenchon vaut d'être évoqué. Rien à voir avec le communisme, précise-t-il, tant il est vrai que dans ce programme la propriété du capital est intouchable. Le « *protectionnisme solidaire* » de Mélenchon, c'est l'utopie réactionnaire de l'autarcie, on pourrait dire du capitalisme dans un seul pays. L'ennemi ce n'est pas la bourgeoisie française, c'est l'Allemagne.

Mais ce programme ne mérite pas qu'on s'y attarde. Car la véritable fonction de la candidature de Mélenchon, c'est le combat pour en finir avec les partis ouvriers (bourgeois) que sont le PS et le PCF. Le PS est, nous dit Mélenchon, dans un « *corbillard* », jugeant sans doute qu'annoncer périodiquement la mort du PS en précipitera le décès. Quant au PCF, les conditions mises aux candidats aux législatives qui se réclameront de sa candidature présidentielle l'indiquent clairement : il s'agit de liquider toute trace de représentation parlementaire du PCF. Les candidats aux législatives devront en effet se réclamer de « *La France insoumise* », adopter son sigle, la financer, s'engager pendant cinq ans à une discipline sans faille. Jamais peut-être, n'avait été formulée aussi clairement l'exigence de députés godillots. Et c'est pourquoi les déclarations de Mélenchon contre la V<sup>e</sup> République ne peuvent être prises au sérieux une seule seconde. La pratique réelle de Mélenchon pousse le bonapartisme jusqu'au bout dans la volonté de liquider les partis. Ce dont d'ailleurs certains dirigeants du PCF ont une claire conscience, tel Chassaing qui déclarait avant la décision des militants du PCF : « *Si le choix de rallier Jean-Luc Mélenchon est fait, je le dis avec une conviction voire une forme d'émotion dans la voix, je crois que c'est véritablement un coup fatal qui sera porté au parti communiste* ».

Concluons : la candidature de Mélenchon en 2017 n'est pas celle de 2012. Mélenchon a en réalité rompu les amarres avec le mouvement ouvrier. Sa candidature doit être caractérisée comme une candidature ultra-bonapartiste. Sa tradition politique, c'est celle de de Gaulle : souveraineté nationale, « *indépendantisme de la France* », au-dessus des partis et des clivages politiques. Mais c'est de Gaulle dans une situation où la dégradation de la situation du capitalisme français depuis 70 ans est telle que de Gaulle ne peut plus être ressuscité. De Gaulle, Mélenchon : comme le disait Marx, la première fois une tragédie, la deuxième fois en farce !

---

### Quel vote émettre ?

---

En 2012, l'enjeu des présidentielles était le suivant : chasser Sarkozy, chasser la majorité UMP, élire une majorité PS-PCF. Les militants regroupés autour de « *Combattre pour le Socialisme* » avaient clairement appelé à voter au premier tour Hollande, Mélenchon, voire Arthaud et Poutou, selon ses préférences, candidats relevant du mouvement ouvrier. Ils avaient appelé à voter Hollande au second tour, puis PS, PCF, Parti de Gauche aux législatives. Il faut rappeler les termes de cet appel à voter qui ne laissaient pas la moindre illusion sur la politique que suivrait Hollande :

« *En combattant pour la défaite des candidats de la bourgeoisie, de Sarkozy en premier lieu, pour la victoire électorale du candidat du parti issu du mouvement ouvrier resté en lice au second tour, les militants du Groupe pour la construction du POR et de l'IOR ne laissent place à aucune illusion. Même en cas de victoire, la politique que tenterait de mettre en œuvre un gouvernement d'alliance du PS, éventuellement du PCF, avec des représentants de la bourgeoisie, notamment Europe Écologie Les Verts,*

*serait une politique de soumission au capital financier. On ne peut même pas affirmer qu'elle serait « moins pire » que celle de Sarkozy car, à vrai dire, l'Espagne et le Portugal hier, la Grèce, la Belgique aujourd'hui montrent assez qu'elle serait strictement conforme à ce qu'exigent banquiers et capitalistes. Elle aurait seulement pour effet que le prolétariat aborderait dans des conditions moins défavorables les échéances à venir sur le terrain de la lutte des classes directes... »*

L'enjeu est aujourd'hui bien différent. Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas une défaite de la bourgeoisie, c'est une défaite inéluctable du prolétariat. Faire en sorte que cette défaite soit la moins cuisante possible, qu'elle ne se transforme pas en déroute : telle est la seule possibilité ouverte au prolétariat et à la jeunesse. Moins violente sera la défaite, moins pires seront les conditions du combat à venir contre la nouvelle déferlante anti-ouvrière qui se prépare.

Pas plus aujourd'hui qu'en 2012, nous ne pouvons appeler à voter pour des candidats en fonction de leur degré

d'accord avec le programme révolutionnaire. Car aucun candidat, de près ou de loin ne défend un programme révolutionnaire.

Le programme de Hamon, candidat du PS, est totalement réactionnaire. Il en va ainsi de sa proposition « phare » de « revenu universel ». Elle revient à faire payer aux travailleurs sous forme d'impôts l'aumône qui est faite aux millions de travailleurs privés d'emploi par le capitalisme en crise. Elle vise à liquider toute une série de droits actuels qui pour la plupart sont pour l'instant financés par le patronat sous forme de salaire différé (notamment les indemnités chômage). Elle contribuera à la diminution massive des salaires directs payés par le patron, qui arguera du fait que le travailleur touche le fameux « revenu universel ». Par ailleurs, Hamon se prononce pour l'augmentation massive du budget militaire, pour les interventions impérialistes françaises. Il défend les contre-réformes de l'École et de l'Hôpital du quinquennat. Et même son engagement à abroger la loi El Khomri est une entourloupe puisqu'associé au vote d'une nouvelle loi à la suite qui remettra sur le pont ce qui a été passé par dessus bord. Nous n'avons à cet égard aucune illusion.

Les candidatures d'Arthaud et de Poutou, quels que soient les qualificatifs qui leur sont donnés, ne sont ni de près ni de loin des candidatures révolutionnaires. Si notre Groupe se prononce pour leur droit à être candidats et contre les obstacles légaux réactionnaires mis à leur candidature, il se doit de caractériser clairement ces candidatures. Tant LO que le NPA ont soutenu à 100% la politique des directions syndicales conduisant à la sévère défaite sur la loi El Khomri, se dressant contre toute proposition d'affrontement avec le gouvernement telle qu'elle était faite notamment par le syndicat CGT Goodyear. Tant LO que Poutou se sont illustrés soit par leur soutien total (LO), soit par leur compréhension bienveillante à l'égard des manifs factieuses auxquelles étaient occupés les flics lorsqu'ils ne sont pas occupés à énucléer les manifestants, à assassiner ou violer les jeunes des banlieues.

En conséquence, ce n'est pas sur la base de leur programme, mais malgré leur programme que « Combattre pour le Socialisme » appelle à voter pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier : Hamon, à la rigueur Arthaud et Poutou.

**Aucune voix ouvrière pour Le Pen, Fillon, Macron, et tous les candidats bourgeois  
Aucune voix pour Mélenchon, et sa candidature ultra-bonapartiste**

Pour limiter autant que faire se peut la victoire de la bourgeoisie annoncée

**Appel à voter pour Hamon candidat du PS, à la rigueur pour Arthaud (LO) et Poutou (NPA)**

Telle est notre position que nous vous invitons à discuter.

Le 23 février 2017



**BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 EUROS)**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... LOCALITÉ : .....

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. - 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Directeur de la publication : Roland MICHEL - Commission paritaire n°67187 - Numéro°ISSN: 0763790 X - Imprimerie spéciale

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr)

## Notes économiques

### **2007-2017 : une étape décisive dans la crise historique du mode de production capitaliste combinant, à un niveau d'intensité inédit depuis 1945, les contradictions fondamentales du capitalisme, leur manifestation au stade impérialiste et les conséquences des conditions dans lesquelles l'impérialisme a survécu**

#### Bref retour sur les dix dernières années et les principaux développements de la crise

À la suite du retournement du marché immobilier américain, le système financier américain, et partant l'ensemble du système financier international, est entré dans une crise profonde. Dans ce processus, les grandes banques opérant à une échelle internationale ont joué un rôle central. Les places fortes du mode de production capitaliste, et d'abord les États-Unis, semblaient alors dans une longue et profonde récession à partir de 2008-2009, et le commerce mondial s'effondrait, traduction d'un recul historique des échanges. Au plus fort de la crise, l'implosion du système financier et la dislocation du marché mondial étaient clairement une possibilité. Le salut n'est venu que des interventions tout aussi historiques des banques centrales, et de la Fed en premier lieu, conjuguées à des plans de relance massifs, à commencer par le gigantesque plan de relance chinois.

Malgré les violents coups portés aux acquis des travailleurs dans le même temps, ce soutien sans relâche des États bourgeois à leur capitalisme a considérablement creusé les déficits publics, portant ainsi le volume de dette publique à un niveau historique en temps de « paix ». À une échelle d'ensemble, les dettes privées ont été transformées en dettes publiques. Si cette transformation n'était pas sans importance et sans conséquence pour les masses, car elle supposait en définitive de leur faire payer la crise, du strict point de vue des développements de la crise du mode de production capitaliste, celle-ci ne résolvait aucunement les problèmes. Devant cette impasse, les États européens, et en premier lieu les plus faibles d'entre eux, ont ainsi vu la crise financière, qui est à l'origine une crise de l'endettement privé, s'élargir en une crise de l'endettement public : ces pays ont soudainement vu leur taux de refinancement s'accroître dans des proportions considérables, privant certains d'entre eux d'un accès autonome aux marchés financiers, les plongeant ainsi dans des difficultés considérables. Depuis lors, la question de l'existence de la zone euro est ouvertement posée.

Dans un troisième temps, la crise s'est à nouveau développée en rattrapant nombre de pays « émergents ». Parmi eux, la Chine dont le ralentissement économique est engagé depuis plusieurs années en constitue l'illustration

la plus significative. Ce développement de la crise du mode de production capitaliste dans les économies « émergentes » porte un coup fatal à la thèse du découplage qui voulait voir dans ces pays des relais de croissance au moment où l'Europe lutte désespérément pour retrouver un semblant de croissance tandis que les États-Unis expérimentent la pire « reprise » de leur histoire et semblent incapables de jouer le rôle de volet d'entraînement de l'économie mondiale comme auparavant, plombés par le fardeau du parasitisme qui repose avant tout sur leurs épaules malgré les efforts entrepris pour en reporter une partie plus importante sur leurs rivaux. Voilà en quelque sorte où nous en sommes en cette année 2017.

Ce n'est toutefois pas le récit d'une crise partie d'un compartiment bien localisé du capitalisme - le système financier américain - qui se serait ensuite diffusée aux autres pays et aux autres segments de l'économie par capillarité ; au contraire, il s'agit dès le départ d'une crise du capitalisme dans son ensemble, une crise du mode de production capitaliste pris dans sa dimension mondiale, crise qui cependant devait bien partir d'un endroit précis. De ce point de vue, la métaphore souvent employée de la maladie contagieuse qui se diffuserait de région en région, est mal venue. Celle du cancer est plus appropriée, saisissant dans l'ensemble de ces événements les développements d'un mal qui ronge et métastase progressivement l'ensemble du corps de l'économie mondiale. La détermination de la crise est mondiale. Elle procède des rapports capitalistes tels qu'ils s'expriment sur le marché mondial et en cela, la crise ne peut se résumer à une crise de l'immobilier américain qui aurait dégénéré. Cette crise est d'une certaine façon l'aboutissement de la période qui s'est ouverte à partir des années 1980-90, à la suite de la restauration du capitalisme en URSS puis en Chine, une période du développement de ces rapports capitalistes et des contradictions afférentes sur le marché mondial pleinement reconstitué. Revenir sur cette période permet de comprendre les singularités de l'ouverture de ce nouvel épisode de crise aiguë du capitalisme.

---

**Extension des rapports de production capitalistes au niveau international et « mondialisation du capital »**


---

À partir de la fin des années 80, une importante impulsion à l'exportation des capitaux a été donnée suite à la restauration du capitalisme en Russie, dans les pays de l'Est, puis en Chine, impulsion qui a « libéré » d'immenses territoires immédiatement investis par le capital des firmes oligopolistiques des puissances impérialistes afin d'y exploiter les matières premières et la force de travail, et ainsi se « partager le monde » à une échelle bien plus large que durant la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle. Sous l'effet combiné de la croissance démographique et de l'insertion d'un plus grand nombre de pays sur le marché mondial, la taille du marché du travail mondial s'est considérablement élargie. Entre 1990 et 2015, celui-ci a augmenté presque de moitié, soit près d'un milliard de travailleurs actifs potentiels. Géographiquement, cette hausse se situe pour 60% en Asie, démontrant ainsi le rôle central qu'a joué la restauration du capitalisme en Chine dans l'augmentation du nombre d'êtres humains susceptibles d'être exploités par le capital. Les grandes entreprises des puissances impérialistes ont puisé abondamment dans ce vaste réservoir de main-d'œuvre, bien que de manière différenciée en fonction de la rentabilité attendue des investissements engagés : elles ont délocalisé une partie de la production industrielle des vieux impérialismes et ouvert de nouvelles unités de production dans les pays où le capitalisme a été restauré mais aussi dans toute une série de pays dits « émergents » comme l'Inde, la Turquie, le Mexique afin d'y exploiter à vil prix la force de travail de centaines de millions de nouveaux prolétaires, souvent issus de la paysannerie, comme c'est le cas des 150 millions de travailleurs migrants en Chine.

C'est en se fondant sur cette internationalisation accélérée de la production à partir des années 1990 que nombre d'économistes bourgeois, ainsi que leurs relais au sein du mouvement ouvrier, en ont conclu que le capitalisme était parvenu à un nouveau stade, celui de la « mondialisation ». Mais comme le rappelait S. Just, dans *A propos de la « mondialisation du capital »*, « l'internationalisation du capital n'est pas un phénomène nouveau. On peut même dire que développement du régime capitaliste et internationalisation du capital sont allés de pair avec la formation du marché mondial et de la division internationale du travail. Entre 1876 et 1913 le volume du commerce mondial triple tandis que la production industrielle quadruple ». Le passage du capitalisme à son stade impérialiste n'a pas interrompu le

processus d'internationalisation de la production. En revanche son moteur a changé de nature, l'exportation des capitaux prenant le pas sur l'exportation des marchandises. Dans le chapitre de son ouvrage consacré à l'exportation des capitaux, Lénine explique les raisons ayant conduit à cette évolution : « *Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays attardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial, que de grandes lignes de chemins de fer y ont été construites ou sont en voie de construction, que les conditions élémentaires du développement industriel s'y trouvent réunies, etc. La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays, où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements « avantageux » font défaut au capital.* ». Et Lénine de conclure sa démonstration en insistant sur le résultat auquel aboutit « l'importance particulière prise par l'exportation des capitaux à la différence de l'exportation des marchandises » : « *les exportations de capitaux influent, en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier* » (Lénine, *ISSC* ; on trouvera en fin d'article une liste de références des ouvrages cités).

Pour autant, il ne s'agit pas d'affirmer que l'impérialisme est resté égal à lui-même durant un siècle, ni de nier l'existence de différences entre la forte internationalisation de la production durant la période 1880-1914 et celle engagée depuis le début des années 90. En apparence, sous l'effet de la réintégration au marché mondial des pays de l'ex-URSS puis de la Chine (ce qui s'est également accompagné d'une intégration plus prononcée pour nombre d'autres pays), nous serions revenus à une situation similaire à celle précédant 1914. Mais en apparence seulement. En particulier, si les firmes opérant à une échelle internationale et les investissements directs à l'étranger (IDE) ne sont pas choses nouvelles, ils ont en revanche connu une modification quantitative à partir des années 90, tant au niveau de la place occupée dans l'économie mondiale que dans les conséquences sur le « *développement en profondeur et en étendue du capitalisme dans le monde entier* ».

---

**Depuis 30 ans, sous l'égide du capital financier des puissances impérialistes, un « développement en profondeur et en étendue du capitalisme dans le monde entier »**


---

***Poids économique des firmes opérant à une échelle internationale***

Celui-ci a connu une progression spectaculaire à partir des années 90, même si une fois encore le mouvement était déjà engagé depuis 1980 : « *Au milieu des années 60, les firmes multinationales étaient estimées à environ 7 000 à travers le monde. En 1980, elles étaient au nombre de 10 000 et possédaient alors environ 90 000 filiales à l'étranger. Les 500 premières d'entre elles (aux 3/4 originaires de la CEE, de la Suisse et de l'Amérique du*

*Nord) contrôlaient 80% des IDE.* » (IEM 2017). Mais à partir des années 90, le changement d'échelle est flagrant : « *En 1993, elles étaient estimées à 37 000 (175 000 filiales à l'étranger). En 2000, elles étaient 63 000 et totalisaient environ 690 000 filiales à l'étranger. En 2011, la CNUCED (dernière enquête disponible) recensait 103 786 firmes transnationales qui contrôlaient 892 114 filiales dans le monde. Elles réalisaient à cette date l'équivalent*

de 57% du PIB mondial (contre 10% en 1980) et assuraient 30% au moins du commerce mondial. » (IEM 2017). Toutefois, si le nombre et le poids économique des entreprises ayant un champ d'activité international se sont considérablement accrus depuis 25 ans, leur nationalité est très loin de s'être diversifiée dans les mêmes proportions. Non seulement, comme leur nom ne l'indique pas, ces multinationales ont une nationalité, mais cette dernière concerne dans la très grande majorité des cas des puissances impérialistes, États-Unis en tête.

La seule nouveauté, apparue au cours des dix dernières années, est l'entrée en lice de firmes chinoises dans les classements annuels des entreprises les plus puissantes. Ainsi, d'après le classement « Forbes 2000 » de 2015, sur les 50 premières multinationales, 10 sont d'origines chinoises. Cette évolution d'importance participe d'un processus entouré d'incertitudes mais dont on commence à constater les prémices : celui de la mutation de la Chine en puissance impérialiste. Toutefois, parmi ces 10 firmes chinoises, les 4 premières sont des banques dont la particularité est d'avoir, contrairement aux banques américaines et européennes, une activité internationale encore extrêmement limitée. La moindre internationalisation des groupes chinois par rapport à ceux des puissances impérialistes historiques n'est pas l'apanage du secteur financier : dans le classement publié par la CNUCED des 30 plus grandes firmes non financières classées selon leur chiffre d'affaires réalisé à l'étranger en 2015, n'apparaît qu'une seule firme chinoise, basée à Hong-Kong.

La montée en puissance de la Chine n'est pas encore de nature à menacer le leadership des puissances impérialistes qui continuent de concentrer en leur sein l'essentiel du capital financier. Dans les deux classements précédemment évoqués, elles trustent la quasi-totalité des places, notamment les États-Unis qui placent 20 firmes sur

#### **Poids des investissements directs à l'étranger (IDE)**

Au niveau des IDE, les évolutions sont plus significatives encore. Comme les oligopoles qui les émettent (entre 75 et 80%), ces IDE sont sous la coupe des puissances impérialistes et ont suivi une courbe ascendante très marquée, notamment à la fin des années 90 : de 400 milliards de dollars en 1996, ils s'établissent à 1 400 milliards en l'an 2000 pour atteindre le pic de 1 800 milliards en 2007 juste avant la crise. Cette spectaculaire progression des IDE entrants s'est accompagnée d'une évolution déterminante dans leur destination, en passant progressivement des pays impérialistes vers les économies émergentes et la Chine. Auparavant, les IDE s'effectuaient pour l'essentiel entre pays impérialistes. Si leur origine a peu changé, il en est tout autrement de la destination. À la faveur de la restauration du capitalisme dans les pays de l'ex-URSS, puis en Chine, les flux d'IDE entrant vers les pays dominés ont connu une progression continue, au point qu'en 2012, pour la première fois dans l'histoire, les pays dominés ont reçu davantage d'IDE que les pays impérialistes. La crise a précipité cette évolution : le capital financier des puissances dominantes a cherché des relais de croissance dans les pays qui, à ce stade de la crise, étaient moins touchés que les pays impérialistes.

50 dans le classement « Forbes 2000 » et 6 sur 30 dans celui de la CNUCED. À l'exception de la Chine, et avec les limites indiquées, aucun pays émergent n'est représenté dans ces deux classements. De manière significative, la répartition géographique du nombre de fusions-acquisitions internationales réalisées dans le monde a relativement peu évolué : en 2000, 81% de ces opérations s'effectuaient au sein des pays impérialistes contre 68% en 2013, durant la même période, le pourcentage de fusions-acquisitions dans les pays émergents est passé de 17% à 26% et celle de la Chine de 3 à 5 %. (Diplomatie 2015).

Malgré une progression notable, l'essentiel de ces opérations reste concentré entre les mains des impérialismes, ce qui leur permet de maintenir leur domination sur le marché mondial dans la mesure où les fusions-acquisitions aboutissent à une centralisation accrue du capital, accroissant d'autant la force de frappe de ces entreprises face à leurs concurrentes. Ainsi, malgré des évolutions en cours, l'appréciation portée par S. Just reste valable aujourd'hui : « *Comment dans ces conditions est-il possible de parler de « mondialisation du capital » ? C'est d'un autre processus dont il s'agit : concentration du capital entre les mains des grandes puissances impérialistes et soumission au capital financier (le retrait est une forme de soumission en l'occurrence) du reste du monde [...] dans une coopération-confliktuelle, le capital financier des vieilles puissances impérialistes continue à se partager le monde. Il ne s'agit pas d'une nouvelle période historique « la mondialisation du capital », ou encore « nouvel âge du capitalisme » ainsi que veulent le faire croire les économistes idéologues bourgeois et pro-bourgeois, mais d'un nouveau développement de l'impérialisme que Lénine a qualifié de "stade suprême du capitalisme"* ». (SJ, APMC)

Il s'agit là d'une tendance de fond marquant une profonde rupture par rapport à la situation prévalant avant la restauration du capitalisme. Il en a résulté une extension considérable des rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale. En effet, « *depuis les années 90, les plus dynamiques sont les flux d'IDE Nord-Sud, qui financent souvent l'établissement par les multinationales des pays développés des sites de production à bas salaires. L'explosion des investissements étrangers en Chine en a été l'illustration majeure* » (CEPII 2017). Trois critères essentiels président à la destination des IDE : la présence de matières premières et d'énergie, le bas niveau de la valeur de la force de travail et l'existence d'un ordre politique stable. Ces deux derniers critères expliquent que la Chine ait constitué une destination privilégiée à partir de son adhésion en 2001 à l'OMC aux conditions de l'impérialisme. En Chine, le développement économique et industriel a été infiniment plus rapide, important et complet que pour les pays émergents, parce que les exportations de capitaux y ont trouvé un terrain extrêmement fertile : un pays à la dimension d'un continent, une base industrielle préexistante (les entreprises d'Etat), une main-d'œuvre nombreuse et bon

marché, mais surtout des conditions politiques très propices à une accumulation impétueuse du capital, sur lesquelles CPS est longuement revenu dans la série d'articles consacrés à la Chine : c'est sur la base d'une défaite politique majeure infligée au prolétariat et à la jeunesse que la bureaucratie chinoise a pu œuvrer à la restauration du capitalisme.

Certes le marché mondial comporte encore des trous noirs, et il ne concerne pas, loin s'en faut, l'ensemble des pays avec la même intensité. En particulier le continent africain qui, d'après *le Monde diplomatique* de janvier 2017, ne représente que 1,8 % de la valeur ajoutée manufacturière mondiale (trois fois moins d'emplois industriels que la seule Corée du Sud). Ces limites importantes posées, il faut cependant constater combien le marché mondial est infiniment plus intégré aujourd'hui qu'à l'issue de la première impulsion d'importance donnée à l'internationalisation de la production durant la période 1880-1914. En trente ans, le capital a pénétré l'ensemble des pays du globe, s'y est soumis l'ensemble des ressources disponibles -- travail et nature -- provoquant des dégâts écologiques considérables et pour certains

irréparables (questions qui pourraient faire l'objet d'un article en soi et qui ont ainsi volontairement été mises de côté), et y a tissé un réseau de production, de distribution et d'échanges des marchandises tentaculaires. Sous l'égide du capital financier, en particulier depuis le début des années 2000, la division internationale du travail s'est approfondie entre pays impérialistes et pays dominés si bien qu'elle repose aujourd'hui de moins en moins, pour une partie d'entre eux, sur une division entre produits primaires et produits manufacturés et de plus en plus sur une division des tâches en fonction de la complexité du travail et du savoir-faire technologique qu'elles requièrent. Il résulte de ce processus la formation d'un marché mondial plus intégré et entrelacé qu'en 1914 avec la constitution de chaînes de valeur mondiales : « *La division internationale toujours plus fine des processus productifs donne lieu à un développement de chaînes de valeur mondiales, par lesquelles les entreprises multinationales optimisent leurs productions en utilisant de façon coordonnée leurs atouts humains, technologiques et organisationnels dans de multiples pays.* » (CEPII 2017).

---

#### **Aux racines politiques d'une extension sans précédent des rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale**

---

L'augmentation très importante à l'échelle mondiale du nombre de prolétaires potentiellement exploitables est une donnée objective qui a permis à la bourgeoisie de mondialiser la concurrence entre les travailleurs dans le but de surexploiter ceux des pays dominés et de faire pression à la baisse sur le prix et la valeur de la force de travail des ouvriers des pays impérialistes. Mais s'en tenir à cette explication reviendrait à sombrer dans l'économisme. C'est d'abord le désarroi politique et idéologique profond dans lequel se trouve le prolétariat international du fait la restauration du capitalisme en Russie qui lui rend si difficile de lutter victorieusement contre les délocalisations et le chantage à la délocalisation dans les pays dominants et contre une surexploitation féroce dans des conditions parfois dignes du XIX<sup>e</sup> siècle en ce qui concerne les travailleurs des pays dominés

La nécessité pour l'impérialisme de surexploiter les travailleurs des pays dominés pour en tirer une masse de plus-value supplémentaire mais aussi pour s'en servir de point d'appui afin d'attaquer frontalement les conquêtes ouvrières du prolétariat des citadelles impérialistes n'est pas une nouveauté datant de la restauration du capitalisme. Tel était déjà l'objectif de l'Uruguay Round initié en 1986 et conclu en 1993, comme l'indiquait clairement la conclusion d'un article de CPS sur cette question : « *Comme cela a déjà été signalé plus haut, ces accords vont dans le sens de l'aggravation de l'exploitation des pays semi-coloniaux. Ils vont aussi concourir à l'aggravation de l'exploitation des prolétaires, y inclus ceux des puissances impérialistes dominantes. La «libéralisation» tend à faire que pour les prolétariats, la «norme» devient les conditions d'exploitation, d'existence de ceux qui sont les plus exploités, dont la valeur de la force de travail est la plus basse, la situation la plus précaire, les droits sociaux pratiquement nuls, et qu'écrase un chômage massif. Ces accords mettent à*

*l'ordre du jour la multiplication des «délocalisations» au gré du bas prix de la main-d'œuvre.* » (CPS n°51, 02/1994).

Mais de la nécessité économique à la possibilité politique de mener à bien ces objectifs, il y a un pas important que l'achèvement du processus de restauration du capitalisme en URSS, puis en Chine allait permettre à l'impérialisme de franchir. La victoire politique remportée à cette occasion par la bourgeoisie contre les exploités du monde entier a créé la condition indispensable pour que les firmes des pays dominants et leurs IDE se déploient à l'échelle mondiale à partir des années 90 avec une ampleur sans commune mesure avec les années 80. Ce phénomène était engagé mais de manière insuffisante du point de vue du capital, dont la mobilité aux quatre coins de la planète était limitée géographiquement par les pays où le capital avait été exproprié mais surtout politiquement en raison du rapport de forces entre les classes que cristallisait l'acquis le plus fondamental du prolétariat mondial, l'existence de l'URSS et l'empreinte laissée par la révolution d'Octobre dans la lutte des classes. C'est la raison pour laquelle l'extension des rapports de production capitalistes est loin de s'être limitée aux territoires repris par le capital (URSS, Europe de l'est puis Chine) et les délocalisations d'une partie des capacités industrielles des métropoles impérialistes se sont étendues à toute une série de pays comme le Mexique, l'Inde, la Turquie, le Vietnam, le Bangladesh, phénomène n'ayant pu prendre son essor que sur la base de la défaite politique majeure qu'a représentée pour le prolétariat international la restauration du capitalisme dans les pays où il avait été exproprié. Sans cette victoire de l'impérialisme, la marge de manœuvre du capital financier dont se vante P. Barnevick, ancien patron de la multinationale ABB, aurait été bien moindre : « *Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour*

*produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes*

*possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales ».*

### Conclusions intermédiaires

En définitive, cette prétendue « mondialisation » ne constitue donc pas une nouvelle phase du capitalisme, distincte du stade impérialiste, mais un nouveau développement de l'impérialisme, stade agonisant du capitalisme, par suite de la restauration du capital en URSS et en Chine. La crise ouverte depuis 2007 est brutalement venue le rappeler. Il faut comprendre que cette extension considérable des rapports de production et du marché mondial longuement décrite s'est accompagnée d'un développement tout aussi considérable des tendances parasitaires de l'impérialisme. Contrairement à ce qui s'était passé en 1929, des pays comme la Chine, et à un degré moindre le Brésil et la Russie, vont jouer un rôle moteur dans l'aggravation de la crise qui se prépare. En renforçant son implantation aux quatre coins de la planète, en tissant des liens toujours plus étroits entre chaque fraction de l'économie mondiale, le mode de production capitaliste a créé par là-même les conditions d'une multiplication des foyers de propagation de la crise et de la vitesse de propagation de l'incendie.

Si le mouvement de ces trente dernières années a offert dans un premier temps un répit au capitalisme, il a abouti en définitive à « mondialiser » les contradictions de ce mode de production et à préparer les conditions de l'éclatement d'une crise, dont celle de 1929 pourrait n'être en comparaison qu'un modèle réduit. Jamais en effet, n'a

été aussi grande qu'aujourd'hui la contradiction entre le caractère de plus en plus international des forces productives et le carcan de la propriété privée des moyens de production à l'intérieur de frontières nationales. Aujourd'hui, plus encore qu'à l'époque, l'économie internationale doit être envisagée « *non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui domine tous les marchés nationaux.* » (Trotsky, *La Révolution permanente*). Ces « marchés nationaux » n'en continuent pas moins à subsister, et c'est précisément au niveau de cette persistance de plus en plus anachronique des États nationaux que se trouve la racine profonde de la crise ouverte en 2007 comme de l'impuissance de la bourgeoisie à la juguler. Cette dernière, pour des raisons historiques liées à sa constitution en tant que classe dans le cadre d'États nationaux, est incapable de faire fonctionner l'économie mondiale autrement que sous la forme d'une « *simple addition d'unités nationales* », en concurrence les unes avec les autres. C'est pourquoi les unions économiques demeurent des cadres de coopération conflictuelle entre impérialismes et sont menacées de dislocation en cas de grave de crise économique, comme l'illustre actuellement le Brexit.

### **Pour comprendre l'impuissance actuelle de la bourgeoisie à juguler la crise, le cadre d'analyse de l'impérialisme est indispensable**

#### **Dix années de soutien constant des États bourgeois au capitalisme : politique monétaire ultra-accommodante, renflouement du capital financier et violentes attaques contre les acquis ouvriers**

Afin de contenir les développements les plus violents de la crise, les États bourgeois ont poussé extrêmement loin le soutien à leur capitalisme : il fallait à tout prix endiguer rapidement l'explosion et empêcher que ne s'amplifie le processus de dévalorisation massive et brutale de moyens de production et de capital fictif alors à l'œuvre. Au plus fort de la crise financière, les principales puissances capitalistes ont soutenu à bout de bras les banques et les institutions financières qui risquaient d'être emportés, balayés par les développements de la crise. Mais ce n'étaient pas seulement les grandes banques qui menaçaient de s'écrouler ; de nombreuses industries d'importance première, comme l'automobile, la construction, la sidérurgie, la pétrochimie, le nucléaire, et bien sûr la défense vacillaient. Dans les principales puissances impérialistes, la bourgeoisie creusait alors considérablement les déficits publics afin de soutenir ces grands groupes industriels et financiers au moyen d'aides, de baisses d'impôts ou de commandes publiques, allant parfois même jusqu'à recapitaliser certains d'entre eux afin d'éponger des pertes considérables ou de garantir leurs dettes. Cependant, il convient de souligner les limites que comporte ce soutien : « *Vue comme un instrument de relance d'économies en déroute, de préservation et de consolidation du capitalisme face au risque de son*

*effondrement, l'intervention de l'État en économie capitaliste n'est tolérée que dans la mesure où elle contribue à promouvoir les intérêts de l'entreprise privée. Dans cette perspective, les nationalisations doivent donc demeurer limitées, leur extension excessive risquant de mener à une influence déterminante du capital public qui mettrait, à terme, la propriété en péril.* » (LG, FLC).

Parallèlement, les actions initiées par les principales banques centrales, et d'abord et avant tout celles de la Fed, revêtent un caractère tout aussi historique. Historique en raison de la longueur de ce soutien au capital financier Historique également du fait des « outils » déployés pour maintenir le flux de crédits indispensables au fonctionnement du capitalisme. La fonction d'une banque centrale en tant qu'institution capitaliste, en tant que banque des banques, consiste à faire en sorte que les taux d'intérêt « effectifs » (sur lesquelles elle a prise en vertu du monopole d'émission de la monnaie) s'approchent de ce qu'elle considère comme le taux « naturel » sous-jacent. Les banques centrales fournissent ainsi au système bancaire des liquidités sous la forme de prêts, à travers l'escompte de titres (les opérations de refinancement de créances), ou encore au moyen des opérations de pension-livrée (les fameux « repo »). À la limite, elles peuvent directement recapitaliser des institutions financières ou

leur racheter des titres financiers. Ces dix dernières années, les principales banques centrales ont ainsi conjointement utilisé l'ensemble de ces moyens à une échelle jamais vue auparavant amenant les taux d'intérêts à des niveaux extrêmement faibles, négatifs parfois même. Elles ont pour ce faire gonflé de manière continue leur bilan en émettant de la monnaie de crédit en contrepartie de l'acquisition d'actifs financiers (prêts hypothécaires titrisés, titres de dette publique et à présent obligations privées) auprès des banques et autres institutions financières. Les bilans des principales banques centrales ont ainsi vu leur taille être multipliée par trois ou quatre en l'espace de quelques années. Toutefois, nous le verrons, la faiblesse actuelle des taux d'intérêt n'est pas causée par l'action des banques centrales. Ces actions sont contraintes par les développements à l'œuvre dans la sphère de production, et la faiblesse actuelle des taux est donc d'abord le double reflet de difficultés dans la production de plus-value et de l'existence d'une masse considérable de capital fictif.

Dans ce processus de soutien considérable fourni à l'économie capitaliste, tous les États n'ont pas joué un rôle équivalent : la Chine et États-Unis ont chacun exercé un rôle central et complémentaire. Les plans de relance successifs mis en place par la Chine ont constitué le principal volant d'entraînement pour l'industrie mondiale, soutenant ainsi le processus d'accumulation du capital à travers l'effet d'entraînement de la dépense publique, tandis que les États-Unis ont maintenu à flot les fondations du système financier international en la personne des banques et autres gigantesques institutions

**Et cependant, la plupart des économies sont à l'arrêt, le commerce mondial stagne, la productivité ralentit**

Pourtant, dix années après l'ouverture de cet épisode particulièrement brutal de la crise historique du mode de production capitaliste, et malgré ce soutien incessant et les nombreux coups portés aux masses, il est patent que l'économie mondiale demeure dans une situation de faiblesse et de fragilité historique en dépit de ce déploiement de moyens colossal. De nombreux éléments permettent d'en attester. D'abord le fait que les principaux

financières, c'est-à-dire qu'ils ont permis la poursuite du financement de la production capitaliste et repoussé la dévalorisation brutale de la masse de capital fictif. C'est ce qu'expliquait très clairement François Chesnais (*Notes sur le moment actuel du capitalisme*) : « C'est la Chine qui a permis au capitalisme mondial d'éviter en 2009 que la récession partie des États-Unis ne se transforme en une dépression de type 1930. L'injection d'argent pour sauver le système financier n'aurait pas réussi si l'accumulation massive de capital réel en Chine n'avait pas assuré un vaste débouché aussi bien aux machines industrielles allemandes qu'aux matières premières de base en provenance des pays voisins d'Asie et d'Amérique du Sud. ». Ainsi, la nature même du sauvetage du capitalisme initié en 2008 porte les marques du développement de ces trente dernières années, en particulier de l'approfondissement de la division internationale du travail.

Pour finir, il faut également indiquer combien, depuis bientôt 10 ans, les gouvernements bourgeois des vieux impérialismes ont réussi à porter des coups décisifs contre les conditions de travail et d'existence des masses. Non seulement les largesses des États bourgeois en direction des capitalistes devaient être tôt ou tard payées par les masses en sabrant dans les budgets de la santé, de l'éducation, du logement... mais en plus, ces différents gouvernements ont laminé des décennies d'acquis sociaux en matière de droit du travail, de retraites ou encore d'assurance chômage. Toutes ces défaites ont concouru à affaiblir durablement la classe ouvrière et le prolétariat sur le plan économique mais surtout politique.

moteurs de l'économie mondiale – Europe, États-Unis, Chine, Japon -- ne parviennent à retrouver les niveaux de croissance qui étaient les leurs avant crise : l'Europe et le Japon sont à l'arrêt depuis de nombreuses années, la Chine ne cesse de voir son taux de croissance diminuer tandis que les États-Unis, pour mieux portants qu'ils soient, restent dans une situation de faiblesse historique.

Taux de croissance annuel du PIB (en monnaie locale constante)					
Décennies	UE	Monde	Chine	Japon	USA
1961-1970	5.09%	5.41%		9.30%	4.51%
1971-1980	3.19%	3.87%	6.27%	4.50%	3.20%
1981-1990	2.49%	3.16%	9.35%	4.64%	3.36%
1991-2000	2.25%	2.80%	10.45%	1.35%	3.45%
2001-2007	2.29%	3.44%	10.85%	1.28%	2.45%
2008-2015	0.43%	2.23%	8.63%	0.33%	1.24%

Source : Banque Mondiale

Ce qui pouvait passer pour une faiblesse temporaire, un stigmate de la violence des événements de 2008-2009, s'affirme de plus en plus aux yeux même de la bourgeoisie comme une faiblesse structurelle, le « new normal » ainsi que l'ont désigné les économistes : il apparaît que l'économie capitaliste aura énormément de difficultés à retrouver les taux de croissance qu'elle a connus depuis 1945, dont on constate par ailleurs la baisse tendancielle. Surtout, si de nombreuses crises sont intervenues depuis la

fin de la seconde guerre mondiale, c'est la première fois que l'ensemble de l'économie mondiale s'affaiblit de manière si concomitante, conséquence des développements survenus depuis trente ans qui ont consacré le capitalisme comme réalité mondiale et non comme somme de réalités nationales.

Un second signe de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement l'économie mondiale a trait au commerce international. En 2009, le commerce mondial s'est

contracté dans des proportions jamais vues. En proportion du PIB mondial, le volume des échanges est passé de 61% à 52% entre 2008 et 2009. Par la suite, les échanges de marchandises ont repris, jusqu'à ré-atteindre le niveau de 60% du PIB mondial en 2011. Mais depuis, celui-ci a d'abord stagné avant de reculer en 2015 puis en 2016. C'est la première fois depuis une trentaine d'années que le commerce mondial subit un tel coup d'arrêt : « *les derniers chiffres sont décevants et font ressortir un récent affaiblissement du rapport entre le commerce et la croissance du PIB. Historiquement, le commerce a toujours augmenté 1,5 fois plus vite que le PIB, même si, durant les années 1990, le volume mondial du commerce des marchandises a augmenté deux fois plus vite que le PIB réel mondial aux taux de change du marché. Ces dernières années cependant, le rapport s'est rapproché de 1:1, soit un niveau inférieur aussi bien au record des années 1990 qu'à la moyenne historique. Si la projection révisée se confirme, 2016 sera l'année où pour la première fois en 15 ans le ratio croissance du commerce/croissance du PIB mondial chutera en dessous de 1:1.* » (OMC 10.2016).

Le sous-investissement découlant de la crise est clairement en cause : « *la faiblesse générale de l'activité économique et, surtout, le ralentissement de l'augmentation des investissements semblent être d'importants obstacles à l'expansion du commerce depuis 2012. Selon les analyses empiriques, à l'échelle mondiale, jusqu'aux trois quarts de la baisse de la croissance réelle des importations de biens entre 2003-07 et 2012-15 peuvent être imputés à la faiblesse de l'activité économique, et surtout au ralentissement des investissements.* » (FMI, 10.2016).

Mais le retournement de la tendance observée depuis trente ans, et que nous avons évoquée auparavant, contribue également à cette faiblesse du commerce international : « *Ces résultats suggèrent que, au-delà de la faiblesse relative de la croissance et surtout de l'atonie persistante de l'investissement, les évolutions récentes du commerce mondial pourraient provenir d'un ralentissement de la dynamique liée au fractionnement des chaînes de valeur mondiales (on désigne par ce terme la fragmentation du processus de production en un grand nombre de tâches effectuées dans des pays différents pour tirer le meilleur parti des différences de qualifications, de technologies, de disponibilités d'intrants et de prix des facteurs) et constituer ainsi une rupture durable. Faute d'un recul suffisant, cette conclusion reste à confirmer, mais il paraît naturel que les gains liés à l'extension internationale des chaînes de production tendent à s'amenuiser au fur et à mesure de l'avancée du processus : les arbitrages les plus profitables ont déjà été effectués, les moteurs de ce mouvement (baisse des coûts de transports et de coordination distante) sont sujets à des rendements décroissants, et les politiques économiques ne peuvent être indéfiniment rendues plus favorables à l'extraversion.* » (CEPII, 9.2015). Autrement dit, ce que l'on semble entrapercevoir actuellement est la fin de l'impulsion initiée par le rétablissement du capitalisme en URSS et en Chine.

Le troisième indicateur qui témoigne de la configuration dangereuse dans laquelle navigue le capitalisme depuis une dizaine d'années est la faiblesse, là encore historique, de la productivité du travail.

Taux de croissance annuel de la productivité du travail						
Décennies	Allemagne	France	Italie	Japon	GB	USA
1971-1980	3.78%	4.01%	4.09%	4.28%	2.94%	1.52%
1981-1990	2.34%	2.99%	1.79%	4.15%	2.22%	1.56%
1991-2000	2.22%	2.10%	1.58%	2.08%	2.51%	1.81%
2001-2007	1.53%	1.44%	0.07%	1.60%	2.03%	2.06%
2008-2015	0.66%	0.49%	0.05%	0.59%	0.13%	0.89%

Source : OCDE

La productivité du travail est ici mesurée comme le rapport du PIB au volume d'heures travaillées avec toutes les limites que cela comporte. Historiquement, l'origine de l'accroissement de la productivité du travail provient de ce qu'« *une quantité accrue de moyens de production augmente la productivité du travail vivant et sa puissance créatrice de valeurs d'usage [...] Le progrès technique a permis et permettra encore l'introduction de moyens de production remplaçant avantageusement la force de travail vivante, la libérant de tâches difficiles et dangereuses, réalisant de manière plus efficace une production accrue et apportant la possibilité matérielle d'une réduction des heures travaillées.* » (LG, FLC). Dans le mode de production capitaliste, l'accroissement de la productivité du travail s'exprime de manière contradictoire sous la forme particulière de la baisse tendancielle du taux de profit. Pour autant, il ne faudrait pas conclure que la stagnation de la productivité du travail est une bonne nouvelle pour le capitalisme car sa hausse est le

fondement matériel de l'accumulation du capital. La situation actuelle traduit donc un affaiblissement historique de la puissance créatrice du travail humain, expression même d'un pourrissement accéléré. Comment l'expliquer ? « *Les causes du ralentissement de la productivité demeurent incertaines. Il peut s'expliquer en partie par les séquelles de la crise et l'atonie persistante de l'investissement, ainsi que par l'épuisement des gains de productivité tirés de la révolution des technologies de l'information et des communications* » (FMI, 10.2016).

Les dix années de crise ouverte qui viennent de s'écouler ont effectivement conduit à un sous-investissement massif, tant dans la recherche et le développement que dans le renouvellement des machines et des équipements mais également dans la formation de la force de travail. Tout cela concourt à affaiblir durablement la puissance matérielle du travail humain et pour la première fois depuis cinquante ans, celle-ci semble avoir cessé de croître. Mais le tableau précédent indique qu'il s'agit

d'une tendance qui s'exprime depuis plusieurs décennies dont la crise actuelle ne constitue d'un développement accéléré. Nous verrons plus loin qu'une des racines de cette stagnation de la productivité du travail découle principalement d'un des traits caractéristiques de l'impérialisme : les monopoles. Pour finir, ce fléchissement très marqué de la croissance de la productivité du travail va renforcer les difficultés de mise en valeur du capital : « *Un deuxième cycle débilitant a trait à la possibilité d'effets en retour entre la faiblesse de la croissance de la productivité et l'atonie de*

*l'investissement. [...] Dans la mesure où une faible croissance de la productivité se traduit par des attentes de faible rentabilité, l'investissement pourrait souffrir. Le ralentissement de l'intensité capitaliste qui en résulterait nuirait à l'adoption de progrès technologiques incorporés dans les biens d'équipement, pèserait davantage sur la productivité totale des facteurs et la productivité du travail, renforcerait les anticipations d'une rentabilité en baisse et, en fin de compte, réduirait l'investissement. » (FMI 10.2016)*

---

**Pour comprendre cette incapacité, il faut en revenir  
au cadre d'analyse de ce qu'est l'impérialisme, stade suprême du capitalisme**

---

Ainsi, ce n'est pas seulement l'état de faiblesse historique de l'économie mondiale en soi qui frappe, mais surtout le constat que celui-ci intervient alors même que le soutien direct des États et des banques centrales à l'économie capitaliste n'a jamais été aussi long et appuyé. D'une certaine façon, ce soutien, quelle qu'en soit l'ampleur, ne permet pas de résoudre les contradictions dont procède la crise. Il ne fait que les déplacer, les repousser, et surtout les amplifier. C'est le propre l'impérialisme : à ce stade, les rapports de production entrent violemment en contradiction avec le développement des forces productives et constituent une entrave à leur croissance. La baisse tendancielle du taux de profit, l'insuffisante production de plus-value se manifestent alors de manière récurrente sous forme de crise. À défaut de supprimer ou de permettre de surmonter ces contradictions, les moyens déployés par la bourgeoisie pour y faire face ont à terme un caractère parasitaire et contribuent à la reproduction de ces contradictions à une échelle élargie. Ces trente dernières années, les bourgeoisies sont parvenues de plus en plus difficilement à surmonter ces crises en déployant à une échelle sans cesse plus large ces moyens parasites, l'efficacité de ceux-ci s'amenuisant. Aujourd'hui une limite semble atteinte. Pour bien le comprendre, il faut de nouveau en revenir aux développements de ces trente dernières années.

Le mouvement de ces trente dernières années examiné plus haut a constitué non seulement un élargissement et un approfondissement du mode de production capitaliste à l'échelle de la planète mais également et surtout un élargissement et un approfondissement des traits parasites constitutifs de l'époque de l'impérialisme. En premier lieu, ceux des puissances dominantes aux dépens des pays dominés, selon un processus décrit par Lénine : « *l'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays [...] D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la «tonte des coupons», qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer. » (Lénine, ISSC).*

Depuis l'époque analysée par Lénine, le parasitisme des puissances impérialistes s'est considérablement renforcé sous l'effet de l'amplification du pillage des pays riches en matières premières et de l'exploitation accrue du prolétariat des pays dominés par le biais du développement de la sous-traitance internationale de processus industriels à haute intensité de main-d'œuvre, auparavant localisés dans les métropoles impérialistes. Vivre en parasites du travail effectué dans les pays qu'ils dominent, telle est plus que jamais l'essence même des différents impérialismes. Un second trait parasitaire s'exacerbe fortement au cœur des États impérialistes, notamment depuis le déclenchement de la crise : la création de conditions tout à fait artificielles de réalisation de la plus-value au moyen des dépenses de l'État, en premier lieu les dépenses militaires et paramilitaires (ici encore, cette question n'est volontairement pas développée en raison des trop longs développements que cela appellerait). En relation avec la montée des tensions entre les pays capitalistes avancés mais également entre l'impérialisme et des pays comme la Chine et la Russie, le volant d'entraînement de l'industrie d'armement est actionné à une échelle toujours plus grande : « *La course aux armements est relancée dans le monde, l'Europe change de cap après 15 années de désarmement relatif [...]. Trump, président élu des USA, cumulant le tiers des dépenses militaires mondiales, à 622 milliards de dollars a promis une relance des armements nucléaires et des dépenses de sa marine. Il a aussi conditionné le soutien de son pays à l'Europe à une relance des dépenses de cette dernière. » (Les Échos, 11 janvier 2017)*

Pour autant, le parasitisme n'est pas propre aux puissances impérialistes. Les pays « émergents », la Chine en premier lieu, ont été intégrés au marché mondial dans des délais extrêmement courts. En quelques années, ils ont vu les structures de leurs économies pénétrées par le capital étranger et profondément bouleversées, si bien qu'aujourd'hui, dans nombre d'entre eux, des éléments de développement très avancé cohabitent avec des structures encore extrêmement arriérées. C'est le propre du développement inégal et combiné. Mais il faut néanmoins ajouter immédiatement que ces pays ont subi un essor du capitalisme à l'époque de l'impérialisme et ils ont ce faisant importé et développé les traits les plus parasites tout aussi rapidement. L'illustration la plus marquante est donnée par le développement extrêmement rapide de l'endettement en Chine qui est parvenu en moins de trente

ans à des niveaux similaires à ceux des États-Unis. Le même article des *Échos* cité précédemment signale également que « grâce au doublement de son budget en 7 ans, l'armée chinoise dispose désormais de ressources financières supérieures à celles du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne combinées. ». Ainsi, en même temps que la restauration du capitalisme en URSS et en Chine a donné une impulsion à l'économie mondiale, on a

assisté ces trente dernières années à un essor sans précédent du parasitisme consubstantiel au stade impérialiste. Ce double mouvement permet de mieux comprendre la singularité de la crise actuelle par rapport aux crises passées, mais aussi et surtout l'impasse dans laquelle se trouvent aujourd'hui le capitalisme et les États bourgeois.

### **Un développement considérable sur le plan qualitatif et quantitatif du système de crédit et de l'endettement...**

À partir de 1980, on observe une extension extrêmement rapide de la sphère du capital financier. De nombreuses dispositions réglementaires érigées par les bourgeoisies elles-mêmes à la suite de la crise de 1929 sont progressivement effacées afin de permettre cet essor du capital financier. Ce mouvement vient de loin. Il procède d'abord de la suppression de la convertibilité du dollar en or en 1971. Sans rentrer dans les détails, notons que les événements qui conduisirent à la suppression de la convertibilité du dollar en or exprimaient déjà les difficultés croissantes à valoriser le capital dans le processus de production, difficultés qui commencèrent à se manifester à partir du milieu des années 1960. Pour repousser ces difficultés, il devenait de plus en plus nécessaire de recourir à des moyens artificiels et

parasitaires. Le maintien d'une convertibilité du dollar en or, même devenue de plus en plus formelle à mesure que la masse de dollars en circulation gonflait, entravait toutefois le développement de ces moyens parasitaires à une plus large échelle et notamment le crédit et l'endettement public. La suppression de la convertibilité en 1971 et le basculement à un système de change flottant à partir des années 1980 constituaient donc tout à la fois une déclaration de faillite du capitalisme, la fermeture de la parenthèse dorée des « trente glorieuses » mais aussi le préalable à un nouvel essor du capital financier. Celui-ci est fulgurant ; le crédit et l'endettement s'accroissent considérablement en volume mais surtout en poids relatif dans le PIB.

Crédit domestique fourni par le secteur financier (% du PIB)						
Décennies	Chine	Allemagne	France	GB	Japon	USA
1962-1971		81%	94%	58%	129%	91%
1972-1981		91%	103%	59%	144%	97%
1982-1991	79%	102%	111%	90%	185%	116%
1992-2000	95%	114%	125%	116%	215%	122%
2001-2007	117%	126%	140%	157%	180%	149%
2008-2015	159%	112%	172%	176%	171%	155%

Source : Banque Mondiale

Le tableau ci-dessus l'illustre mais de manière limitée car il ne s'agit que du crédit domestique et il ignore donc le crédit international. Si l'on considère l'ensemble du crédit domestique et transfrontalier, on obtient les chiffres

Crédit total fourni par le secteur financier (% du PIB)						
Année	Chine	Allemagne	France	GB	Japon	USA
2000	135%	188%	194%	176%	323%	185%
2005	143%	194%	215%	209%	328%	215%
2008	141%	185%	229%	243%	329%	240%
2010	181%	199%	252%	263%	352%	248%
2015	246%	184%	292%	265%	386%	250%

Source : Banque des Règlements Internationaux

Dans ce mouvement, de véritables mastodontes financiers - banques, assurances, fonds de gestion - émergent à l'échelle internationale et achèvent la constitution d'un marché financier mondial intégré, fonctionnant sans interruption. Le processus de fusion du capital industriel et bancaire décrit par Lénine se poursuit à une vitesse décuplée.

D'un côté, les groupes à dominante industrielle sont toujours plus pilotés selon une (seule) logique financière, procèdent à d'énormes investissements financiers - en lieu

suivants. Le constat est implacable : le monde croule aujourd'hui sous une masse de dettes publiques comme privée.

et place d'investissements industriels - et en tirent des revenus significatifs, parfois plus importants que ceux provenant de leur cœur de métier. Cela procède de ce que « l'horizon industriel, qui va de la conception du produit à sa mise sur le marché, est un temps long, et les investissements sont importants, irréversibles et entachés d'incertitudes. [Ces stratégies de valorisation des capitaux] sont d'autant plus fortes dans un contexte comme celui d'aujourd'hui, caractérisé par une concurrence intense à l'échelle internationale combinée à

*l'accumulation de capacités de production excédentaires, y compris dans des secteurs déterminants comme l'automobile ou la chimie. C'est pourquoi, dans un système social où l'argent est la forme universelle de la richesse, la propension à « faire de l'argent avec de l'argent » sans passer par ce temps long du cycle de production et les risques qu'il comporte, autrement dit l'attrait pour la liquidité et une valorisation financière de court terme des capitaux, est toujours présente. Lorsque, comme c'est le cas depuis trois décennies, le contexte institutionnel est favorable à la finance, à ses marchés et à la liquidité, aux actionnaires, alors cette propension à privilégier la valorisation financière des capitaux devient irrépressible. C'est la raison pour laquelle les groupes industriels, qui continuent d'avoir des activités de production, sont aussi devenus de véritables groupes financiers » (C. Serfati, 2014).*

De l'autre, les grandes institutions bancaires et financières accumulent des participations toujours plus significatives

dans les secteurs industriels et commerciaux et peuvent exercer sur certains d'entre eux un contrôle direct. De nos jours, la forme la plus aboutie de ce processus est la holding ou le conglomérat, telle Berkshire Hathaway, détenue par Warren Buffet et qui dispose d'actifs dans la banque et l'assurance, l'agroalimentaire, le textile, la distribution d'énergie et de services collectifs, la construction ou encore les médias. En définitive, *« logiques financières et logique industrielle sont nécessairement imbriquées toutefois, comme on le constate de plus en plus, structurellement dans la constitution des grands « groupes financiers », qui sont l'expression concrète de la fusion du capital bancaire et du capital industriel, réunissant banques, sociétés d'assurance, entreprises industrielles et commerciales. À l'intérieur de ces groupes financiers cependant, qu'ils soient à dominante bancaire ou industrielle, la logique des mouvements de capitaux est avant tout financière. » (LG, EMI)*

### **...qui débouchent sur une quantité phénoménale de capital fictif**

Mais cet essor n'est pas seulement quantitatif. Le capital financier, c'est d'abord l'expression du capital qui produit de l'argent de lui-même, du capital porté à son stade suprême. C'est lorsque *« le rapport capitaliste atteint sa forme la plus extérieure, la plus fétichisée. Nous avons ici A-A', de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation entre les deux termes »*. Le capital financier est la tendance à l'autonomisation de la valorisation du capital, à son détachement du mouvement de valorisation dans le processus de production : *« Expression frappante de son caractère parasitaire, le capital financier, capital de prêt, porteur d'intérêt, représenté par le mouvement A-A' semble avoir une existence propre totalement autonome face au capital industriel. Les simples actes de prêt et d'emprunt d'argent finissent par rendre invisible le procès qui est à l'origine de l'intérêt. » (LG, EMI).*

Ces éléments permettent de comprendre combien la faiblesse actuelle des taux d'intérêt est l'expression d'un parasitisme, d'une surproduction de capital fictif qui pèse de tout son poids sur l'économie. Si le taux d'intérêt n'est jamais qu'une portion du taux de profit, en raison de l'autonomisation du capital financier, *« l'argent, capital de prêt, est devenu « capital par excellence », indépendamment du procès de mise en valeur du capital et son revenu, l'intérêt, la forme générale du revenu du capital : tout revenu-argent régulier apparaît comme l'intérêt d'un capital ; sa valeur est calculée par capitalisation de ce revenu, et ceci même si le revenu ne provient pas du capital. Il s'agit alors d'un « capital fictif ». [...] La séparation de la propriété du capital de son application à la production et le divorce entre capital réel et capital fictif se traduisent dans l'existence d'un autre marché, celui de la finance, distinct du marché où se transigent les marchandises réelles, relativement autonome face à ce marché et soustrait à l'action directe de la loi de la valeur. » (LG, EMI).* L'écart considérable entre la valorisation actuelle des marchés boursiers (le

Dow Jones a récemment franchi la barre historique des 20 000 points) et la faiblesse historique de la reprise depuis dix ans est l'incarnation au plus haut point de cette autonomie. La faiblesse historique des taux d'intérêt n'est que le reflet brutal des conditions réelles de la production capitaliste et des difficultés rencontrées dans la production de plus-value.

Ainsi se dessine en creux la vraie nature du problème. Du fait de la crise et du parasitisme déployé depuis des décennies, les conditions de la poursuite de la production et de l'accumulation du capital semblent nécessiter le maintien de taux d'intérêt, *« forme générale du revenu du capital »*, à des niveaux historiquement faibles, parfois même négatifs, et les banques centrales sont l'agent de cette nécessité. Cela signifie surtout que la masse de capital fictif en circulation est telle qu'elle ne peut plus ponctionner individuellement qu'une quantité négligeable sur la production effective de plus-value. Ce qu'expriment les taux d'intérêts négatifs d'une façon caricaturale, c'est le caractère disproportionné du rapport entre le volume de capital fictif qui réclame sont dû et celui de capital productif réel qui, *in fine*, produit ledit dû. Ce rapport est tendu à tel point que cette masse de capital fictif est pour partie prête à payer pour se placer. C'est l'expression même d'un parasitisme poussé à son plus haut degré. Les banques centrales sont aujourd'hui prises dans une contradiction de plus en plus intense, conséquence directe de ce parasitisme. Il s'agit de conjuguer la tension entre la masse de capital fictif existant et cherchant à se valoriser (ou à ne pas se dévaloriser), tendance dont les appels répétés des banques et des assurances à la remontée des taux pour restaurer leur profitabilité sont l'expression, et la nécessité d'assurer la poursuite de la production et de l'accumulation du capital qui, dans les conditions présentes, exigent des taux d'intérêt encore très faibles car la production de plus-value reste largement insuffisante et ne peut supporter actuellement une ponction plus significative de la part du capital financier.

Ces trente dernières années ont donc vu l'approfondissement du processus de constitution d'un marché mondial et un essor du capital financier sans précédent. Ces deux développements sont allés de pair avec l'accentuation d'une autre tendance inhérente à l'impérialisme et analysée par Lénine dans son ouvrage : la constitution de gigantesques monopoles (oligopoles serait le terme aujourd'hui employé) ayant une influence décisive sur la vie économique. C'est même sans aucun doute son trait parasitaire le plus fort : « *la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme ; et, dans les conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la concurrence, il est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales. Néanmoins, comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès; et il devient alors possible, sur le plan économique, de freiner artificiellement le progrès technique.* [Ndlr : ici réside une des raisons essentielles de la stagnation de la productivité analysée plus haut.] » (Lénine, ISSC).

La plupart des secteurs économiques, et notamment l'industrie, sont aujourd'hui caractérisés par l'existence d'un nombre très réduit d'entreprises disposant de parts de marché considérables, fruit de décennies de concentration et surtout de centralisation du capital. Marx entendait par concentration du capital le résultat d'un processus d'accumulation du capital, de la « *croissance des foyers d'accumulation individuels* » (LG, FLC) tandis qu'il définissait la centralisation du capital comme la réunion de capitaux déjà existants entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de capitalistes. Si ces deux tendances ont pour conséquence de nourrir la tendance aux monopoles, elles ne sont toutefois pas équivalentes. Le mouvement d'affirmation de la tendance aux monopoles

de ces trente dernières années est ainsi d'abord et principalement le résultat d'un mouvement de centralisation de capitaux au moyen d'opérations de fusions/acquisitions : « *Oubliée, la déprime post-crise de 2008, pour les banquiers d'affaires. Amorcé en 2013, le rebond du marché mondial des fusions-acquisitions ne se dément pas. Bien au contraire : avec 4.600 milliards de dollars (4.195 milliards d'euros) de transactions annoncées, soit une envolée de 41% par rapport à l'an dernier, l'année 2015 représente un record depuis...1980, quand Thomson Reuters avait commencé à compiler les statistiques du marché. En réalité, il n'y pas eu plus de fusions-acquisitions en 2015 qu'en 2014, mais le nombre d'opérations supérieures à 5 milliards de dollars a grimpé de 54%.* » (La Tribune, 29/12/2016). Ce n'est pas sans importance, car il ne s'agit que de la réunion de capitaux déjà existants entre des mains toujours plus limitées et non pas d'un processus trouvant principalement sa source dans l'investissement et la reproduction élargie du capital. Ce faisant, la prédominance de la centralisation du capital sur la concentration du capital est elle-même l'expression des difficultés croissantes que rencontrent les capitalistes dans le processus d'accumulation du capital.

Cette tendance aux monopoles n'est pas nouvelle. Celle-ci s'exprime depuis l'avènement de l'impérialisme au début du siècle dernier. Cependant, l'accélération de cette tendance depuis une trentaine d'années est marquée par les conditions dans lesquelles elle s'est réaffirmée, à savoir le mouvement de (re) constitution du marché mondial et d'approfondissement de la domination du capital issu de la restauration du capitalisme en URSS et en Chine analysé précédemment. Ainsi, aujourd'hui, on assiste à de gigantesques opérations de fusions/acquisitions dépassant largement le cadre des frontières nationales : c'est à présent à l'échelle internationale que ce mouvement prend forme. En témoigne par exemple la récente acquisition de Monsanto par Bayer pour 66 milliards de dollars et plus généralement l'explosion des flux d'IDE discutée précédemment.

### Deux tendances parasitaires qui se nourrissent l'une de l'autre

L'essor du capital financier décrit plus haut et le renforcement considérable de la tendance aux monopoles sont deux processus intimement liés. La suppression des barrières ayant permis au capital financier de croître dans les proportions indiquées précédemment était en quelque sorte une condition nécessaire pour que la centralisation du capital s'opère à cette échelle, et notamment sur le plan international. Dans ces opérations de fusions/acquisitions, les banques et les institutions financières en général jouent un rôle central en mettant à la disposition des entreprises des quantités immenses de capital de prêt : « *L'autre facteur clé de la centralisation du capital est le développement du crédit « qui à ses origines s'introduit sournoisement comme une aide modeste de l'accumulation, puis devient bientôt une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence, et se transforme enfin en un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux » [K, III, 68]. Vente d'actions, émission d'obligations, emprunts auprès des banques sont les moyens traditionnels par lesquels la*

*masse des capitaux peut être étendue bien au-delà des limites atteintes par les foyers de concentration individuels.* » (LG, FLC) Il fallait donc qu'existe simultanément à ce mouvement un capital financier international pour permettre cette centralisation des capitaux sous la forme de monopoles.

Toutefois, ce capital financier ne pouvait flotter dans le vide ; Il fallait qu'il soit incarné. C'est ainsi que les banques et les institutions financières se sont trouvées au cœur de ce processus de concentration et de centralisation du capital à une échelle d'abord nationale puis à présent internationale. Aujourd'hui, dans les vieux impérialismes, États-Unis, Grande-Bretagne et France notamment, quelques banques et institutions financières détiennent l'ensemble du capital de prêt de l'économie : les actifs de celles-ci représentent plusieurs fois le PIB de leur pays et à l'échelle mondiale, les banques et les institutions financières de ces vieux impérialismes sont encore hégémoniques. La constitution de ces gigantesques monopoles a été en retour un formidable accélérateur du

processus de fusion du capital bancaire et industriel en un capital financier. Au sein de ces gigantesques monopoles, de véritables marchés des capitaux internes se sont constitués favorisant la transformation des capitaux industriels et commerciaux ainsi réunis en une masse de

capital argent circulant au gré des opportunités d'investissements productifs et financiers. La montagne de trésorerie sur laquelle repose Apple (237 milliards de dollars à fin 2016) en est la parfaite illustration.

---

### **Les monopoles sont l'expression de la négation du capitalisme dans le capitalisme**

---

La place considérable qu'occupent les monopoles au sein de l'économie mondiale constitue une des raisons fondamentales qui explique l'impuissance de la bourgeoisie à juguler la crise. Ces gigantesques entreprises qui concentrent en leur sein l'essentiel du capital financier international, très largement fictif, agissent comme une force considérable, politique et économique, s'opposant à tout processus de dévalorisation de capital, fictif ou non, seul à même de permettre le rétablissement du rapport entre capital et travail essentiel au redémarrage de l'économie : « *Le rapport essentiel étant le rapport du capital au travail salarié, la proportionnalité dont le rétablissement par la crise est de nature à assurer la reprise est celle qui établit la quantité adéquate de surtravail fournie par une quantité donnée de travail nécessaire. Le rapport entre travail et capital est une proportionnalité d'un type particulier, différente de celle qui caractérise l'équilibre entre production et consommation. La crise apparaît donc comme un moyen pour rétablir de force une proportionnalité adéquate entre travail nécessaire et surtravail.* » (LG, FLC).

À l'époque impérialiste, les monopoles entravent cette fonction d'assainissement des crises et en conséquence : « *l'État s'est donc trouvé contraint d'intervenir. Il a recouru à divers moyens dont l'objectif était de stimuler le redémarrage de l'économie et de la placer sur le chemin d'une croissance soutenue et sans crises. Il est également intervenu pour soutenir par ses subventions des entreprises non rentables mais jugées indispensables, et pour prendre à son compte en les reportant sur l'ensemble de la société les pertes de celles d'entre elles qui étaient acculées à la faillite.* » (LG, FLC). Il en découle ainsi une explosion de la dette publique et le maintien en vie artificielle d'entreprises chroniquement déficitaires grâce au soutien de l'État (pensons aux banques italiennes ou à

certains groupes industriels français) ainsi que la perpétuation de leur stock de dettes privées.

Cet endettement généralisé pèse en retour de tout son poids contre la réouverture d'un cycle d'accumulation du capital. D'une part, il affecte immédiatement les développements économiques, car la charge financière de cet endettement, la ponction qu'opère la masse de capital argent sur la plus-value produite, est de plus en plus importante et apparaît comme un poids mort pour l'économie. De plus, cela décourage les capitalistes d'investir dans de nouvelles capacités de production et participe du sous-investissement chronique à la racine des récentes difficultés évoquées plus haut. Autrement dit, afin de repousser la crise et de contenir la dévalorisation du capital existant, en soutenant les monopoles, l'intervention de l'État reproduit à une échelle encore plus grande les contradictions à l'origine même de la crise et notamment la contradiction fondamentale du capitalisme dont ils sont porteurs : « *Pour Marx et pour les théoriciens et militants qui sont demeurés fidèles à sa méthode, la centralisation du capital et la monopolisation qu'elle entraîne amènent le capitalisme "dans l'antichambre d'un ordre social supérieur". Comme l'explique Lénine dans son ouvrage de 1917 intitulé L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, le capitalisme, arrivé à son stade le plus avancé, "conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale". Mais, ce "progrès immense de la socialisation de la production", comme il la caractérise, aiguisé à l'extrême la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de son appropriation, posant par le fait même la nécessité de l'expropriation du capital.* » (LG, FLC)

## **Conséquences de l'incapacité de la bourgeoisie à juguler la crise : un approfondissement des contradictions du capitalisme et des traits les plus pourrissants de l'impérialisme**

### **Une économie mondiale de plus en plus travaillée par des forces centrifuges ou un ordre économique mondial de plus en plus chaotique**

La dislocation du marché mondial ne semble pas imminente, mais les tendances à sa fragmentation se multiplient dangereusement. Cela permet de démystifier toute la propagande bourgeoise relayée par les appareils depuis 25 ans au sujet de la « mondialisation » présentée comme un phénomène économique inéluctable et irréversible : « *Les idées en vogue concernant l'intégration économique mondiale exagèrent l'ampleur du phénomène et sous-estiment les possibilités de mener des politiques indépendantes. [...] Le phénomène actuel n'est pas vraiment nouveau et l'idée selon laquelle la globalisation serait un processus irrésistible est tout bonnement erronée. [...] L'intégration économique n'est donc pas complète ; elle n'est pas non plus totalement inexorable. Les pouvoirs publics ont opté pour un abaissement des barrières commerciales et pour la suppression du contrôle des changes. Ils pourraient tout aussi bien, s'ils le souhaitent, mettre un terme à ces deux processus. [...] Les économies des différents pays se sont ouvertes au commerce international et aux mouvements de capitaux, non parce qu'elles étaient entraînées dans un mouvement irrésistible, mais parce qu'elles y trouvaient un intérêt.* » (Martin Wolf, cité dans *A propos de la mondialisation du capital*). Il semble de plus en plus qu'avec la crise et sa durée exceptionnelle, l'intérêt pour l'ouverture du commerce international soit en train de s'éteindre et qu'à l'inverse la tentation du renforcement des barrières commerciales gagne du terrain, ce dont Trump est à sa façon l'incarnation.

L'exacerbation des rivalités entre puissances économiques apporte également une preuve supplémentaire du caractère totalement fallacieux de la fable relayée par la bourgeoisie mais aussi par les appareils à la tête des organisations issues du mouvement ouvrier, à savoir l'affaiblissement, voire la disparition des États face aux marchés et aux firmes « multinationales » (qui portent d'ailleurs fort mal leur nom puisqu'elles ont en définitive une nationalité). C'est exactement le contraire qui se passe depuis le début de la crise. Durant la période de relative croissance économique ayant précédé la crise de 2008, la défense par chaque État bourgeois de ses champions nationaux sur le marché mondial a pu se faire de manière assez discrète. Ce n'est cependant plus le cas aujourd'hui où l'engorgement du marché mondial et la multiplication des acteurs sur ce marché oblige chaque État bourgeois à monter au créneau de manière ouverte pour défendre les champions

nationaux dans une concurrence internationale de plus en plus en aiguë comme l'illustre par exemple la vague d'amendes infligées par les autorités américaines aux banques européennes. L'un des points chauds de cet affrontement accru entre États via leurs firmes opérant sur le marché mondial pourrait bien être la Chine. Les puissants groupes des pays dominants, américains notamment, ont pu au début des années 2000 avoir des intérêts convergents avec l'État-parti chinois : des profits juteux engrangés par les premiers au moyen de la surexploitation du prolétariat chinois cadenassé par la bureaucratie et un fort développement économique gage de stabilité politique indispensable au second.

Mais cette alliance objective est en train de se déchirer. En effet, les conditions politiques de la restauration du capitalisme et le maintien au pouvoir de la bureaucratie n'ont pas seulement impulsé l'ampleur et la rapidité du développement économique en Chine, mais elles ont aussi déterminé la nature des rapports de la Chine avec les puissances impérialistes. La bureaucratie chinoise n'est pas une bourgeoisie compradore qu'on peut manier à sa guise en fonction de ses intérêts. Le fait que le PCC ait gardé solidement les rênes du pouvoir économique et politique lui ont permis d'obtenir des concessions de la part de l'impérialisme (transferts de technologie, joint-venture...) et de se développer de manière plus autonome par rapport à l'impérialisme que les pays « émergents ». Sur la base des entreprises d'État qu'elle contrôle, la bureaucratie est en train d'orchestrer la montée en puissance de champions nationaux en mettant des barrières à la pénétration des entreprises étrangères sur son territoire. De fait, des entreprises chinoises commencent à concurrencer sérieusement les firmes des puissances impérialistes dans plusieurs domaines (nucléaire, téléphonie mobile, informatique...) sur le marché mondial. Même si la Chine est encore loin d'être une puissance financière, elle est en passe, contrairement aux pays « émergents », de dépasser la division entre développement industriel d'un côté et possession des capitaux et maîtrise de la technologie de l'autre. Dans cette perspective, il faut souligner la progression spectaculaire des IDE chinois à l'étranger, qui place la Chine au deuxième rang en termes de flux, derrière les États-Unis (+53% en 2016), même si au niveau des stocks, celle-ci n'est encore qu'au 10<sup>e</sup> rang mondial, loin derrière les États-Unis, l'Allemagne, ou le Royaume-Uni.

### **Montée des tendances protectionnistes et entrelacement toujours plus serré des différentes fractions de l'économie mondiale : un cocktail explosif**

Si la Chine serait la principale victime d'une fragmentation accrue de l'économie mondiale, en dernier ressort, le petit jeu extrêmement dangereux « du chacun pour soi », du repli sur soi ne ferait que des perdants. Deux raisons à cela. D'abord, si la Chine calait, les

conséquences sur l'économie mondiale seraient à la hauteur de ce « rôle nouveau et décisif » en particulier au niveau du rôle joué par l'accumulation de capital réel en Chine. Ensuite, comme l'indique M. Obsfeld, chef économique du FMI, « *Partout en Europe, le consensus*

*politique qui avait jadis porté le projet européen est en train de s'effiloche et s'accompagne d'une marée montante de nationalisme et de replis sur soi. L'une des manifestations est la possibilité que le Royaume-Uni quitte l'UE, abîmant un vaste éventail de relations commerciales et de possibilités d'investissement. [...] Dans d'autres pays industrialisés, comme en Europe, et comme aux États-Unis, une réaction violente contre l'intégration économique transfrontalière risque de stopper ou même d'inverser la tendance d'après-guerre d'une libéralisation toujours plus prononcée des échanges ».*

En revanche, ce que ne dit pas Obstfeld, c'est que si cette tendance au repli national, à la fragmentation du marché mondial devait se généraliser, ce ne serait pas un simple retour à la case départ, mais un retour en arrière, dans des conditions aggravées. Le renforcement des obstacles de toutes sortes à la circulation des marchandises sur le marché mondial serait d'autant plus ravageur que, depuis 1945, le caractère international des forces productives s'est affermi et que, dans ces conditions, le retour en force du protectionnisme sur le modèle des années 30 aurait des effets d'autant plus ravageurs sur l'économie mondiale. Le

degré d'interpénétration des économies nationales entre elles s'est accru, en particulier depuis les mesures prises à partir des années 80 pour lever les entraves à la circulation des capitaux mais aussi depuis la restauration du capitalisme en Russie et en Chine qui a impulsé un fort développement du commerce mondial. Aujourd'hui, le commerce intra-firmes multinationales représente près du tiers du commerce mondial ce qui rend tout à la fois plus difficile et plus dangereux pour les États nationaux de prendre des mesures protectionnistes car ces dernières auront des répercussions négatives sur leurs propres multinationales et sur leur commerce intra-firmes. Dans ces conditions, pour un État bourgeois, la mise en œuvre d'un protectionnisme débridé revient de plus en plus à se tirer une balle dans le pied. C'est ce que faisait remarquer à juste titre l'éditorial du *Monde Économie* du 3 janvier 2017 : « *La troisième salve lancée par le président américain concernera le libre-échange, avec un ennemi déclaré, la Chine. Un jeu où tout le monde risque de perdre, à commencer par les grands groupes américains très implantés en Asie.* »

25 février 2017

### **Références :**

- (Lénine, ISSC) : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916
- (IME 2016) : *Image Économique du Monde 2016*
- (Diplomatie 2015) : Diplomatie. Les grands dossiers : *Géopolitique des multinationales - Les nouveaux maîtres du monde ?*, 2015
- (SJ APMC) : Stéphane Just, *A propos de la « mondialisation du capital »*
- (CEPII 2017) : *L'économie mondiale 2017*
- (OMC 10.2016) : Communiqué de presse : *En 2016, le commerce connaîtra sa croissance la plus lente depuis la crise financière*, 27/09/ 2016
- (FMI, 10.2016) : *Perspective de l'économie mondiale*, octobre 2016
- (C. Serfati, 2014) : *Emprise financière et internationalisation des groupes français : un premier état des lieux*, La Revue de l'Ires 2014/3
- (LG, EMI) : L. Gill, *Economie mondiale et impérialisme*
- (LG, FLC) : L. Gill, *Fondements et limites du capitalisme*



## Les militants interviennent et informent C.P.S.

### ***Intervention à Montreuil le 27/01/2017 à la réunion des retraités CGT de la RATP dans le cadre de la préparation du 11<sup>e</sup> congrès de l'Union confédérale des retraités CGT***

J'interviens sur un point fondamental, mais qui n'est pas proposé parmi les questions préparatoires du 11<sup>ème</sup> congrès de l'UCR, la question des libertés démocratiques, plus précisément, la montée de l'État policier dans ce pays. Je dis qu'il faut interpeler la confédération, parce que c'est son devoir d'être au 1<sup>er</sup> rang pour protéger les travailleurs contre la police et la répression judiciaire.

Je parle de l'état d'urgence, cet état d'exception qui devient permanent (sic !) depuis novembre 2015. Aux camarades d'un certain âge cela réveille de sales souvenirs. Et pour cause, il s'agit de la loi instaurée en 1955 pour briser le combat des masses algériennes pour leur indépendance. L'état d'urgence, c'est en fait l'état de siège sous un nom adouci (l'État a longtemps parlé d' « événements » pour désigner la guerre)...

Je parle de la brutalité exercée contre les manifestations, les coups et les mutilations régulièrement infligées et la répression judiciaire.

Et de la répression contre les délégués du personnel, les militants et les travailleurs, à l'initiative, à la demande du gouvernement et de l'État : Goodyear, Air France, docker...

Et aussi des assassinats qui restent impunis, ceux du jeune Adama Traoré trouvé mort par un pompier dans une gendarmerie, et de l'assassinat de Rémi Fraise.

De la chasse au faciès, du racisme d'État...

De l'ignoble traque des réfugiés (fugitifs) et de la persécution des personnes qui leur apportent de l'aide.

Et voici que ce gouvernement veut faire adopter un projet de loi sur « la sécurité publique », qui élargit le droit des policiers de tuer, l'armement des agents privés (des milices patronales), une peine d'un an de prison envers un jeune qui aurait eu un regard présenté comme « outrageant » par tel policier...

Pensez-vous que les retraités doivent faire silence sur cette question fondamentale ?

Pour la préparation du 11<sup>e</sup> congrès de l'Ucr, adoptons la résolution suivante qui s'adresse à la confédération et l'ensemble des organisations du syndicat contre la mise en place de l'Etat policier :

- pour l'arrêt immédiat de l'état d'urgence,
- pour la relaxe immédiate pour tous les militants en procès (Goodyear, Air France etc.), l'amnistie totale des militants déjà condamnés dans le cadre de leur activité syndicale,
- contre le méga fichier TES,
- pour que justice soit rendue à Rémi Fraise,
- pour que justice soit rendue à toutes les victimes des violences policières, en particulier à Adama Traoré, pour la libération immédiate des frères Traoré, emprisonnés pour faire pression sur la famille,
- contre le projet gouvernemental de redéfinition de la « légitime défense » des policiers,
- pour que les autres organisations syndicales de la Cgt reprennent à leur compte cette position et s'adressent à l'ensemble des organisations syndicales sur ces objectifs.

\*\*\*

### ***Interventions du courant Front unique au Conseil national de la FSU (janvier 2017 – extraits de la Lettre de liaison n° 266 publiée sur le site Front unique)***

#### Intervention dans le débat général

Dès sa formation, le gouvernement Hollande-Cazeneuve-Baylet-Cosse a fait prolonger de 6 mois l'état d'urgence. Et Le Roux, nouveau ministre de l'intérieur, a passé en revue, le jour de son investiture, le peloton de gendarmerie de l'Isle-Adam auquel appartenaient les gendarmes qui ont arrêté et tué Adama Traoré.

Les interventions militaires impérialistes se poursuivent avec les assassinats extra-judiciaires ordonnés par Hollande, les viols impunis de mineurs en Centrafrique lors de l'opération Sangaris et maintenant l'homicide d'un enfant de 10 ans au Mali. Sans compter toutes les victimes civiles ignorées des bombardements en Syrie et en Irak.

En France, les policiers, bras armés du pouvoir, répriment en priorité les migrants allant jusqu'à prendre leur couverture en plein hiver avec des températures négatives. A l'automne, des policiers ont manifesté illégalement pour exiger d'avoir le même droit à tuer que celui des gendarmes. Et bien sûr, le gouvernement veut les satisfaire et présente en conseil des ministres une proposition de loi. Nous proposerons une motion pour le retrait de ce projet.

La justice n'est pas en reste et le gouvernement pousse à ce qu'elle réprime très durement les travailleurs qui luttent comme ceux d'Air France ou de Goodyear, les militants qui combattent et les citoyens qui agissent par solidarité. Et Il faut noter que quand la justice n'est pas

assez zélée, ce sont les procureurs aux ordres du gouvernement qui font appel comme pour la relaxe de Pierre-Alain Mannoni pour délit de solidarité. Le gouvernement s'est acharné pour que les militants de Tarnac soient incriminés pour actes terroristes. On peut se réjouir qu'il ait échoué devant la Cour de Cassation.

Notons aussi la répression systématique contre ceux qui combattent pour que la vérité soit faite sur la mort d'Adama Traoré et que les responsables soient jugés. Deux des frères d'Adama ont été condamnés en décembre et l'un d'eux est en prison.

Le fond de la politique du gouvernement, c'est la satisfaction des revendications de la bourgeoisie française. Le seul intitulé des décrets d'application de la loi travail publiés en rafale depuis des mois témoigne de l'ampleur des attaques infligées aux travailleurs.

La réduction des dépenses publiques s'illustre tout particulièrement dans la santé où une simple épidémie de grippe prend des proportions démesurées à cause de la multiplication des suppressions de lits hospitaliers.

Le chômage continue sa progression quoiqu'en dise le gouvernement qui se focalise sur la seule catégorie A. La pauvreté atteint des sommets.

De toute part, est pointé le péril représenté par le programme des candidats dits « de droite ». Et il est vrai que les programmes de Le Pen et de Fillon promettent une avalanche de mesures d'une rare violence, en premier lieu contre les immigrés, mais aussi contre les travailleurs, les fonctionnaires, et contre la Sécurité sociale. Tout le monde ici le sait.

Mais peut-on se disposer à combattre les quotas d'immigrés promis par Fillon, l'expulsion de ceux-ci des hôpitaux annoncées par Le Pen, et de leurs enfants des écoles en laissant Cazeneuve organiser l'expulsion des réfugiés chassés de Calais, la chasse à ceux-ci dans les rues de Paris ?

Peut-on envisager combattre les 500 000 suppressions de postes annoncées par Fillon en signant l'accord PPCR en vertu duquel d'ores et déjà des milliers de fonctionnaires territoriaux sont soumis à la mobilité géographique et fonctionnelle (donc au mépris de leur qualification) dans les collectivités territoriales ? Peut-on se préparer à combattre le projet de Fillon de faire nommer les profs par les chefs d'établissement en approuvant le projet de Valls et Vallaud-Belkacem de donner un pouvoir de jugement au chef d'établissement sur la pédagogie, de juger les enseignants selon « des principes éthiques », c'est-à-dire selon leur soumission aux valeurs de l'ordre établi ?

Peut-on se préparer à combattre la sélection à tous les niveaux à l'Université, en fonction du marché de l'emploi – comme l'ont promis les députés LR lors de la discussion de la loi de sélection à l'entrée du master –, en approuvant de manière honteuse le premier acte de cette sélection à tous les niveaux que constitue la loi instaurant cette sélection pour commencer à la fin de la licence ?

Pire encore, peut-on se préparer au combat contre « les projets de la droite » en allant poser les jalons du « dialogue social » avec Fillon en rencontrant Larcher, son bras droit, comme l'ont fait Martinez et Mailly ?

Aujourd'hui, se disposer pour combattre la violente offensive contre ce qui reste des acquis ouvriers dans ce pays, c'est rompre le soutien aux mesures, aux lois et décrets, pris par le gouvernement contre la classe ouvrière, la Fonction publique, les immigrés, la jeunesse.

#### Intervention de présentation de la motion « retrait du projet de loi sécurité publique »

La marche vers l'État policier s'approfondit. L'état d'urgence installé en novembre 2015 a encore été prolongé de 6 mois. Une soixantaine de personnes sont assignées à résidence par mesure administrative préventive, parmi elles, certaines privées de liberté depuis plus d'un an.

Les libertés démocratiques que sont les droits de réunion, d'expression, de manifestations ont été restreintes. Le gouvernement Hollande-Cazeneuve-Baylet-Cosse s'est ainsi doté de tout un arsenal juridique dont l'objectif est clairement de museler la classe ouvrière et la jeunesse. La répression par la violence policière dans les manifestations, comme dans la multiplication des procès et des peines prononcées, s'abat contre les militants syndicaux et plus largement contre les citoyens venant en aide aux migrants.

Par contre, les manifestations illégales de policiers, sont accueillies avec bienveillance par le gouvernement.

En 2016 les brigades anti-criminalité et leur équivalent en gendarmerie ont été équipés de fusils d'assaut, armes de guerre jusqu'alors réservées aux unités d'élite. Fin novembre, le gouvernement a assoupli l'usage des pistolets électriques et des lanceurs de balles de défense (ces Flash-Ball tristement connus par les militants qui ont perdu un œil). Et un fichier de flicage de tous les Français est en voie d'institution.

Et pour satisfaire la grogne des policiers, un projet de loi dit de sécurité publique, discuté au Sénat la semaine prochaine, va autoriser les policiers à pouvoir user de leur arme à feu hors des seules situations de légitime défense, lorsqu'entre autres, ils ne pourraient pas défendre autrement le terrain qu'ils occupent, les postes ou les personnes qui leur sont confiées. C'est justement au nom de cette disposition dont bénéficient déjà les gendarmes que l'assassinat de Rémi Fraisse risque d'aboutir à un non-lieu.

Ce projet de loi prévoit aussi la possibilité d'armer les agents de sécurité privée et l'aggravation des peines pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique. La condamnation à des peines de prison le 14 décembre des frères Traoré illustre cette politique répressive. Ils ont été condamnés parce qu'avec leur famille et un large comité de soutien, ils ont dénoncé sans relâche la responsabilité des forces de l'ordre dans le décès de leur frère Adama. Ces condamnations à visée exemplaire ont été prononcées sur la base d'un procès à charge dans le but clairement affirmé de rétablir l'autorité des forces de l'ordre.

Pour la défense des libertés démocratiques, contre la marche à l'État policier, le CDFN ne peut que se positionner pour le retrait du projet de loi de sécurité publique. C'est le sens de la motion présentée par Front unique.

---

### ***Motions présentées par Front unique au Conseil national de la FSU (janvier 2017)***

---

#### **- Motion pour le retrait du projet de loi relatif à la sécurité publique**

Le gouvernement veut faire adopter rapidement son projet de loi dit de sécurité publique.

Ce projet prévoit :

- L'extension aux policiers de la possibilité d'utiliser leur arme à feu en dehors de situations de légitime défense
- La possibilité d'armer les agents de sécurité privée

- L'aggravation des peines encourues pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique.

Le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait de ce projet de loi.

Le CDFN mandate la direction de notre fédération pour qu'elle s'adresse aux directions des organisations syndicales et démocratiques pour qu'elles prennent position pour ce retrait et organisent ensemble un front uni pour l'obtenir.

13 pour ; 63 contre ; 0 abstention ; 32 refus de vote

#### **- Motion pour l'abrogation de la loi instaurant la sélection en Master**

La loi réformant les Masters instaure la sélection à l'entrée en M1.

Le CDFN de la FSU s'oppose à toute forme de sélection tant à l'entrée en licence qu'à l'entrée en Master ou entre M1 et M2. Tout étudiant qui a validé une licence doit pouvoir accéder de droit à un Master correspondant à son parcours antérieur et dans son université.

En conséquence, le CDFN se prononce pour l'abrogation de la loi de sélection en Master.

12 pour ; 58 contre ; 1 abstention ; 37 refus de vote

\*\*\*

### ***Intervention du courant Front unique à Commission administrative du SNCS-FSU, le 17 février 2017***

#### **Retrait du projet de décret PPCR des statuts dans l'ESR qui signifie : précarité, déclassement, baisse des salaires**

Les projets de décrets modifiant les statuts des agents de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) dans le cadre de l'application de PPCR sont à l'ordre du jour du prochain Comité technique du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche convoqué le 20 février. Au CNRS, ces projets prévoient :

- La restructuration du corps des Chargés de recherche avec :

- La suppression de la classe des Chargés de recherche 2<sup>e</sup> classe qui institutionnalise un recrutement à un âge de plus en plus tardif, vouant définitivement les jeunes chercheurs à la précarité ;
- La création d'une hors classe de Chargés de recherche qui ne déblocquera pas la carrière des Chargés de recherche mais promise à devenir une classe de sous-DR qui se développera au détriment des recrutements des jeunes CR ou des promotions DR2 ;
- Un alignement sur celui des Maîtres de Conférence de l'université qui prépare le terrain à la fusion de ces corps dans le cadre de la mise en place des COMUEs.

- La refonte des carrières des Ingénieurs d'Etude, qui permet de les homogénéiser avec les grilles de type-A de la Fonction publique pour faciliter les mobilités ;

- La mise en place d'échelons spéciaux sur des bases fonctionnelles comme la classe spéciale pour les Ingénieurs de Recherche (tâche de direction) ou la classe exceptionnelle des Maîtres de Conférence (engagement dans l'enseignement) ;

- La suppression des échelons accélérés pour les assistants ingénieurs et un ralentissement général de la progression dans les grades, un écrasement des grilles ;

- L'augmentation des limites supérieures des taux de promotions et des ratios de concours internes dans les corps des Ingénieurs et Techniciens ne sont que des leurres car tributaires des mesures budgétaires qui n'engagent en rien ce gouvernement.

Par ailleurs, l'analyse des grilles indiciaires qui correspondent à ces nouvelles carrières démontre qu'au-delà des artifices, cette pseudo-revalorisation se soldera par des baisses de salaires sur la fiche de paie de la grande majorité.

Ces projets de décret ne répondent en rien aux revendications salariales des personnels de l'ESR qui sont scandaleusement sous-payés à tous les niveaux de qualification.

Bien au contraire, il s'inscrit en tout point dans les objectifs de PPCR qui vise à liquider corps et statuts, individualiser les rémunérations, généraliser des restructurations en promouvant les mutualisations, la flexibilité, la mobilité forcée inter et intra-Fonction publique. Le but est de permettre une réduction drastique du budget de la Fonction publique qui passe par des réductions d'effectifs et par la baisse des rémunérations.

**C'est pourquoi la CA exige le retrait de ce projet de décret modifiant nos statuts.**

**Elle se prononce pour que les représentants de la FSU boycottent le Comité technique convoqué pour l'adopter.**

**Elle mandate le BN du SNCS pour contacter les directions des autres syndicats de l'ESR pour mener dans l'unité l'action sur cette orientation.**

*Pour : 1, Contre : 15*

**(Motion) À bas l'état policier ! Justice pour Théo et A. Traoré !**

La CA du SNCS s'adresse à la direction de la FSU pour qu'elle propose aux directions des organisations ouvrières et démocratiques de constituer un front uni pour exiger :

- Que justice soit rendue à Theo, Adama Traoré et toutes les autres victimes des violences policières ;
- L'abrogation de la loi dite « de sécurité publique » qui durcit les peines pour outrage et rend légale l'impunité des policiers sous couvert de légitime défense ;

- La levée immédiate de l'Etat d'urgence.

Pour : 2, Contre : 8, Abstentions : 8

\*\*\*

### **Motion des enseignants du collège Les Ormeaux (92) aux directions syndicales**

---

Le CTM où doit être adopté le projet de décret sur l'évaluation des enseignants aura lieu le 7 décembre.

Les enseignants du collège Les Ormeaux (92) réunis en HIS le 06.12.2016 considèrent que ce projet de décret a pour objectif la mise au pas des enseignants, conduirait à la perte de leur liberté pédagogique et constituerait une nouvelle attaque contre leur statut, les enseignants n'étant plus évalués sur leur aptitude à transmettre un contenu disciplinaire.

C'est pourquoi ils s'adressent aux directions syndicales SNES, FO, CGT, SUD :

- Prononcez-vous pour le retrait du projet de décret sur l'évaluation des enseignants.
- Ne participez pas au CTM du 7 décembre.

Adoptée à l'unanimité des 25 présents

\*\*\*

### **Théo : prise de position de la commission exécutive CGT santé et action sociale 63, le 9 février 2017**

---

La commission exécutive de l'USD CGT santé action sociale 63, réunie le 9 février 2017, condamne avec la plus grande fermeté les actes de barbarie perpétrés par quatre policiers à l'encontre du jeune Théo.

Après le lynchage d'Adama Traoré, c'est le tour d'un jeune qui a été tabassé et violé pour délit de faciès. Voilà à quoi conduit la mise en place de l'état policier.

La commission exécutive de l'USD CGT santé et action sociale 63 exige que soient très sévèrement sanctionnés les auteurs de ces actes criminels.

Elle demande à la direction de la confédération de porter cette exigence.

Voté à l'unanimité des 21 membres présents

\*\*\*

### **Motion présentée par la section CGT Finances publiques des Bouches-du-Rhône et adoptée le 1er février 2017 par la Commission exécutive nationale de la CGT Finances publiques**

---

La CGT Finances s'oppose au RIFSEEP car il introduit l'aléa et l'arbitraire en matière de rémunération en faisant des fonctions exercées et du « mérite » un critère de rémunération contre les garanties de la fonction publique de carrière.

C'est pourquoi la fédération des finances CGT, dans le prolongement de sa position constante sur le RIFSEEP, revendique que les administrations du ministère incluses dans le champ d'application du RIFSEEP en soient exclues.

Elle refuse de participer aux groupes de travail convoqués par le ministère pour le mettre en œuvre et s'adresse à toutes les fédérations du ministère pour qu'elles mènent le combat dans l'unité contre son application au ministère.

26 pour, 6 contre, 6 abstentions



*Italie*

**Après l'échec du référendum constitutionnel, le gouvernement Gentiloni relance la concertation avec la direction de la CGIL sur les « réformes » nécessaires pour tenter de sauver ce qui peut encore l'être du capitalisme italien**

La dette souveraine de l'Italie vient de perdre son dernier A auprès des agences financières : « rien de grave » dit-on officiellement ; mais c'est bel et bien l'expression d'une situation économique qui continue de se dégrader dans le contexte de l'après « non au référendum »...

Dans le même temps l'UE, qui jusqu'au référendum du 4 décembre 2016 avait été très complaisante avec le déficit pour ne pas gêner Renzi, exige de nouveaux efforts budgétaires pour réduire le déficit : 3,9 milliards de coupes nouvelles dans le budget de l'État à adopter en urgence. Le *spread* repart à la hausse, la réforme de la loi électorale a été rejetée par la cour constitutionnelle, et au sein du PD les couteaux sont tirés : un horizon économique et politique plein d'incertitudes pour le gouvernement Gentiloni, encore assombri par les pressions allemandes contre la politique de l'argent facile (*Quantitative easing*) de la BCE.

Pour autant, l'échec de Renzi et la crise du parti bourgeois au

pouvoir, par eux-mêmes, n'ouvrent pas de perspective nouvelle pour la classe ouvrière : non seulement les « réformes » (droit du travail, école) demeurent, mais encore la disparition de toute forme de parti d'origine ouvrière ne trouve pas un début de solution.

Reste la CGIL, seule organisation ouvrière de masse, mais avec la signature par la direction de la FIOM (Fédération de la métallurgie de la CGIL) du contrat national dans la métallurgie, il est clair qu'il n'y a aucun obstacle à l'orientation co-gestionnaire au sein même de la direction confédérale.

Ce n'est pas la fin de la lutte de classe du prolétariat mais, une nouvelle fois, un échec de la bourgeoisie (ici dans la tentative d'instituer un État plus fort) ne va pas de pair avec une avancée pour le prolétariat. Un prolétariat encore marqué par le désarroi politique.

**Échec d'une tentative de réforme bonapartiste**

La réforme des institutions Boschi-Renzi n'était pas la première tentative de la bourgeoisie italienne de se doter d'un exécutif fort, en rupture avec la constitution de 1947 concédée pour se dégager de la mobilisation révolutionnaire qui, non seulement avait emporté le régime fasciste mais aussi la tentative de maintenir en place la monarchie. La première République, où les députés étaient élus à la proportionnelle intégrale, était un régime parlementaire. Néanmoins, pour limiter les prérogatives du Parlement, les mêmes pouvoirs étaient confiés à un Sénat élu dans un cadre régional au suffrage universel restreint (plus de 25 ans) et avec une proportionnelle (plus forte moyenne) plus favorable aux grandes formations, en premier lieu la Démocratie Chrétienne.

Sur la vague des opérations politico-judiciaires du début des années 90, dans le but de mettre fin à l'instabilité politique chronique et de mettre en place des gouvernements forts capables de conduire les réformes nécessaires à la bourgeoisie italienne pour son insertion dans le marché unique et vers l'euro, la loi électorale avait été modifiée avec l'attribution de 75% des sièges au scrutin majoritaire. En même temps, la suppression du Sénat (facteur d'instabilité car Parlement et Sénat ont les mêmes pouvoirs législatifs, le gouvernement étant également responsable devant eux, mais les rapports de force entre les différentes formations peuvent y être différents), était mise à l'ordre du jour sans que jamais le projet puisse aller à son terme.

C'est alors qu'est arrivé Renzi (février 2014), "*il rottamatore*", c'est-à-dire celui qui fait place nette des « scories » du passé, qu'il s'agisse d'Enrico Letta son prédécesseur (du PD comme lui), du droit du travail, du statut des enseignants, des dirigeants du PD issus du PCI ou des institutions...

Dès son arrivée au pouvoir, Renzi mis en chantier la réforme de la constitution sous un double aspect : d'abord la fin du bicaméralisme c'est-à-dire la fin du pouvoir politique du Sénat : sénateurs non élus, désignés par les régions, sans

aucun pouvoir législatif, sans influence sur l'avenir du gouvernement, le tout accompagné de la réduction des pouvoirs du Parlement, pour laisser une plus large autonomie à l'exécutif.

Enfin, la loi électorale était profondément modifiée, avec un scrutin majoritaire à deux tours (ballotage) assurant un plein pouvoir au parti représentant la plus forte minorité.

Une réforme de caractère bonapartiste en tout point. Elle a été adoptée par les deux chambres, mais cela ne suffisait pas à Renzi qui voulut y ajouter l'onction populaire. Fort du succès électoral du PD aux Européennes de 2014, il annonça qu'il soumettrait la suppression du Sénat à référendum, précisant qu'en cas d'échec il quitterait le gouvernement. Un remake de : « Moi ou le chaos ».

Pendant les deux ans et demi où il a cumulé le secrétariat du PD et la conduite du gouvernement, Renzi a imposé à son organisation un contrôle sans faille au point que, rapidement, on l'a appelée PDR : parti de Renzi. Un parti qui, nonobstant la présence 24 h sur 24 du chef sur les écrans de télé, était confronté à la fuite accélérée des militants provenant du PCI, ceux qui assuraient le maillage du territoire. Car entretemps, il y avait les autres réformes : celle du droit du travail (*job's act*) et celle du statut des enseignants (*buona scuola*), pour l'essentiel.

Quoique généralement peu encombré de doute sur ses mérites et sa popularité, Renzi avait fini par réaliser que le saccage des conquêtes ouvrières n'était pas sans conséquence : le jour du vote, après avoir été informé d'une participation élevée au scrutin, il aurait confié à deux de ses fidèles : « *S'ils sont si nombreux à voter c'est que le pays veut me renvoyer à la maison* » (*La Repubblica* 5/12/2016). Deux ans après avoir claironné vouloir faire du référendum un plébiscite sur sa personne, il n'espérait plus qu'une victoire par défaut... d'électeurs !

L'affluence aux urnes (70%) a été exceptionnelle s'agissant d'un référendum et le verdict sans appel (près de 60% de Non). Pourtant, l'apprenti Bonaparte, n'avait pas manqué de

soutiens : Obama, Merkel, Juncker, les marchés financiers, non moins que la Confindustria (patrons de l'industrie), le PDG de la FCA (ex-Fiat) et même, in fine, Romano Prodi qui, quelques semaines plus tôt, avait manifesté des réserves en annonçant solennellement qu'il ne ferait pas connaître son vote...

Mais l'appui des « grands » d'Italie, d'Europe et du monde, motivé par la nécessité, disaient-ils, de poursuivre et amplifier les « réformes », ne pouvait pas rassurer (au contraire) cette très large part de la société qui avait pris de plein fouet la liquidation de l'article 18 (*job's act*) et la réforme de l'école.

Selon les médias, 66% des ouvriers, 72% des chômeurs, 68% des femmes dites « à la maison » ont voté non. Très explicite, *Il Sole 24 Ore*, journal de la Confindustria : « (...) *Le cas de Milan nous fait encore mieux comprendre ce qui est arrivé. Le oui a vaincu largement dans les quartiers du centre, les plus aisés, mais il a perdu dans ceux de la périphérie. Même chose à Rome et à Turin où, dans l'ensemble, le non a prévalu exception faite des quartiers du centre.*(...) ».

Dans *La Repubblica*, au lendemain du vote, après avoir évoqué les manifestations ouvrières contre le *job's act*, le journaliste rappelle : « *Pourtant, il [Renzi] continuait à aller de l'avant. Il a fait adopter la réforme électorale en imposant le vote de confiance, il a réorganisé la RAI [radio d'État] en donnant pleins pouvoirs au directeur général, un homme à lui. Est-ce que ce sera pour avoir opéré en hâte, pour la volonté de faire passer une idée juste sans se préoccuper des réactions des intéressés, mais c'est proprement à ce moment-là que Renzi commit l'erreur dont il se repent peut-être : la réforme de la « Buona scuola » qui ne plaisait pas à la majorité des professeurs. Lui, pensait qu'avec 100 000 titularisations de précaires ils seraient convaincus, mais eux, ils voyaient dans le renforcement du pouvoir des chefs d'établissement et, notamment, le pouvoir donné à ces derniers de recruter les enseignants, deux attaques inacceptables à la liberté de l'enseignement. Ils ont protesté, fait grève, ils sont descendus dans la rue mais Renzi a continué comme si de rien n'était : il les a dressés contre lui, rejetant dans un anti-renzisme permanent ceux qui, dans les années du berlusconisme, avaient été, sur le terrain, l'âme culturelle de l'opposition aux gouvernements qui écrivaient les lois ad personam (à son profit) pour Berlusconi.* »

Le journaliste, favorable au contenu de la réforme, regrette la méthode. Renzi s'est toujours présenté comme celui qui n'avait pas de temps à perdre pour rencontrer les syndicats. Exit la concertation, règle d'or du syndicalisme d'accompagnement et secret de la « cohésion sociale »...

C'est cela qui explique que la direction de la CGIL qui, tout en refusant obstinément d'organiser l'affrontement centralisé avec le gouvernement pour lui imposer le retrait aussi bien du

*job's act* que de la « buona scuola », ait appelé à voter non au référendum.

Si l'on met de côté la CGIL, sur laquelle nous reviendrons, et secondairement les syndicats dits « de base », le camp du non, pour sa part la plus largement médiatisée, était dominé par des forces réactionnaires : Grillo (M5S ou Mouvement 5 Étoiles), la Ligue du Nord, Berlusconi (qui a néanmoins moins précisé que ses entreprises voteraient oui !). Ils se sont contentés de surfer sur la vague d'hostilité au gouvernement en espérant en tirer les fruits lors de législatives qu'ils (sauf Berlusconi) disaient vouloir précipiter, une hypothèse qui semble désormais écartée.

D'autre part, les pieds écrasés du PD (Bersani, d'Alema...), qui ont également appelé à voter non, tout comme Monti qui avait gouverné avec le soutien du PD, ou Zagrebelski, ex-président de la cour constitutionnelle qui, comme nombre de juristes, a appelé à voter non, ne remettent nullement en cause les réformes anti-ouvrières. Ils ont seulement exprimé une divergence sur la manière d'y parvenir. Expression d'une crise au sein de la bourgeoisie italienne, pas nouvelle mais que la formation du PD n'a pas résolue.

La victoire du non n'ayant pas été une surprise, un dispositif de secours avait été préparé par le Président de la République et, au lendemain de la démission de Renzi, la vie politique n'a connu aucune interruption. Dans un premier temps le résultat n'a pas perturbé les « marchés » : bourse tranquille, y compris pour le secteur bancaire pourtant très mal en point. La loi de finances de l'État a été votée en 24 heures, avec une majorité jamais vue, et les banquiers ont été momentanément rassurés, tout laissant penser que si MPS (Monte dei Paschi di Siena, la plus ancienne banque au monde) ne parvenait pas à se recapitaliser par les moyens du marché, l'État - via les contribuables - mettrait la main à la poche.

En une semaine, le gouvernement du Comte Gentiloni était installé : au premier coup d'œil une photocopie du précédent. Maria Elena Boschi, fille de banquier en banqueroute, qui avait eu en charge la réforme institutionnelle, y gagne une promotion : elle devient la numéro 2 du gouvernement. Maintenu aussi la collaboration avec les ex de la bande à Berlusconi. À noter, pour eux, la promotion d'Alfano de l'intérieur aux affaires étrangères.

En revanche, il faut souligner l'importance d'un changement, le seul : la ministre de l'éducation est remplacée par Valeria Fedeli, ancienne responsable nationale de la Fédération du Textile de la CGIL, qui a fait toute sa carrière dans l'appareil du syndicat jusqu'en 2012, date à laquelle son expérience professionnelle a été validée par un siège de sénatrice sur les bancs du PD. Elle a en charge d'étouffer l'opposition des enseignants et des étudiants à la réforme.

Le ministre des finances n'a pas une tâche plus facile...

---

### Une dette publique asphyxiante, des banques submergées de créances douteuses

---

En 2015, le PIB réel de l'Italie était encore inférieur de 8,3% à celui de 2007 (- 143 milliards, Istat). « *Les investissements privés se sont écroulés de 30% entre 2008 et 2015, les investissements publics de 27,8%.* » (Istat, Institut national de statistiques)

Conséquence de l'effondrement économique, la dette publique, qui avait relativement régressé entre 1994 et 2006 (de 117,2 % du PIB à 102,6%), a atteint 131,9 % du PIB en 2014 et on prévoit 133% pour 2018. En 2016, l'État a payé 66 milliards d'intérêts sur la dette, une somme équivalente au budget de l'éducation nationale. On relèvera que celui-ci

place l'Italie au dernier rang des pays de l'OCDE pour le ratio des dépenses d'enseignement par rapport au PIB. Il faut préciser qu'avec les taux d'intérêt de 2012, il en aurait coûté 16 milliards de plus, d'où la dépendance extrême à la politique de l'argent facile de la BCE.

Pour les banques, la mauvaise situation structurelle (trop de petits établissements régionaux) se combine avec la crise économique. Elles totalisent 350 milliards de prêts en souffrance, soit un tiers des créances douteuses en Europe. Pour 4 parmi les 5 premières banques du pays, les pertes ont atteint 18 milliards en 2016.

En 2015 quatre banques régionales ont failli, renflouées par le système de garantie interbancaire : il en a coûté 3,6 milliards, 140 000 épargnants ayant perdu 430 millions d'euros, et 1000 d'entre eux la totalité de leurs économies. À la fin de l'année 2016, c'est la situation de la troisième banque du pays (MPS) qui est venue au premier plan : après le référendum, il y a eu échec de la tentative de la recapitaliser sur le marché, l'État devant mettre 6,6 milliards d'argent public pour éponger des années de gabegie privée, la nationalisation des pertes.

La crise bancaire a une autre conséquence : la nécessité pour les établissements de tailler dans les dépenses c'est-à-dire dans les effectifs et les droits acquis des personnels. D'où le plan présenté aux organisations syndicales pour le renouvellement du contrat national du secteur. Un article de *La Repubblica* du 21 janvier dernier rend compte de l'ouverture des discussions sous le titre « La restructuration

du secteur impose de revoir les vieux accords pour une plus grande flexibilité ».

Depuis 2000, 40 000 emplois ont déjà été supprimés en usant largement des départs en préretraite. Mais les fonds à disposition de ce dispositif s'épuisent. Or les banques prévoient 20 000 suppressions de postes d'ici à 2020. À cela s'ajoute qu'aux emplois stables sont substitués de plus en plus souvent des emplois hors convention collective (contrat). D'où l'empressement pour anticiper le renouvellement du contrat national qui viendrait à échéance fin 2108, pour, selon le syndicat majoritaire (autonome) : « prévoir de nouvelles flexibilités contractuelles et de nouvelles activités professionnelles », à l'opposé de la revendication de la défense du contrat et de l'extension de ses garanties à tous les employés.

Mais ce ne sont pour autant ni les banquiers ni les secteurs les plus fortunés de la bourgeoisie qui font les frais de la crise.

---

### « Une Italie plus pauvre et plus inégale » (titre de la presse)

---

« 17 millions d'Italiens n'ont pas un travail régulier et gagnent moins de 10 000 euros par an » (Istat, *La Repubblica*, 7/12/2016).

Dans un document de la CGIL, on trouve encore les éléments suivants (données officielles : Istat et Censis) : de 2008 à 2015, 25% de la capacité industrielle de l'Italie (deuxième puissance industrielle en Europe) a été détruite entraînant la disparition de 1,6 million d'emplois. Les personnes dans la catégorie en « souffrance et dans la gêne » (chômeurs, découragés de chercher un emploi, travailleurs autonomes à faibles revenus, précaires et *part time* involontaires) sont passées de 5,8 millions (en 2007) à 9,7 millions. De 2007 à 2015, les personnes en situation de pauvreté absolue sont passées de 1,789 million à 4,102 millions. Le nombre des jeunes en pauvreté absolue a triplé. Dans le Sud, 4 familles sur 10 sont en situation de pauvreté (le Sud a battu les records de vote non). Par rapport à 2007, les personnes à faibles revenus qui ont renoncé à se soigner sont passées de 5,5 millions à 11 millions. En 2015, pour la première fois depuis l'après-guerre, l'espérance de vie à la naissance a diminué sensiblement.

Éloquentes encore, les dernières statistiques officielles publiées (10 février) sur les effets du *job's act* sur le marché

du travail : depuis 2014, 485 000 emplois ont été créés dont 392 000 CDI (sans protection contre les licenciements), mais le nombre global d'emplois reste inchangé à 22 millions, et ce alors que la réforme est accompagnée d'une overdose d'exonérations patronales (15 à 18 milliards par an). On peut noter que les nombreux ex-bureaucrates de la CGIL reconvertis députés ou sénateurs (PD) ont tous voté le *job's act*, ainsi Guglielmo Epifani, secrétaire national de la CGIL de 2002 à 2010 puis secrétaire national du PD du 11 mai au 15 décembre 2013, date à laquelle il a dû laisser la place à Matteo Renzi ; il est député et à ce titre président de la commission des affaires productives du Parlement. Il a voté le *job's act* sans état d'âme, jetant à la poubelle, avec l'article 18, ce qui restait de protection de l'arbitraire patronal pour les salariés confrontés aux licenciements.

Si on se rappelle que les gouvernements précédents s'étaient cassé les dents sur cet objectif, et en particulier que Berlusconi avait été défait sous la menace de la grève générale après une manifestation monstre (3 millions) à Rome (mars 2002) à laquelle la direction de la CGIL avait été contrainte d'appeler, on mesure l'évolution de la situation du prolétariat italien après le hara-kiri du PCI et l'anéantissement du PSI dans les procès pour corruption.

---

### Le changement au ministère de l'Éducation

---

Mais, la validation des acquis de l'expérience ne s'arrête pas au Parlement ; elle peut conduire jusqu'au ministère de l'Éducation, comme il est arrivé à Valeria Fedeli.

L'essentiel de la réforme « buona scuola » réside dans la liquidation du statut des enseignants sur deux points : l'affectation sur un poste dépend du bon vouloir du chef d'établissement, ce dernier ayant aussi la main sur l'affectation de primes au mérite. Il s'agit de discipliner une profession qui, très mal payée, largement précarisée après un recrutement exclusif de contractuels des années durant, n'a dû qu'aux manœuvres de la direction de la CGIL de ne pas parvenir à centraliser son combat pour imposer le retrait de la réforme.

Comme la profession est au contact direct de la jeunesse, pour laquelle les conditions d'études ne sont pas meilleures - des parents se cotisent pour financer le chauffage dans des lycées publics (*La Repubblica*, 11/01/2017) -, et que le poids des directions syndicales se fait moins sentir sur les jeunes, l'enjeu est de grande importance.

V. Fedeli n'a pas attendu pour annoncer l'ouverture de négociations sur la mise en œuvre de la réforme et a lâché du lest sur un point qui avait provoqué beaucoup de colère : l'obligation aux nouveaux titulaires (ex-contractuels) de rester trois ans en poste avant de pouvoir postuler à une mutation. Pour la rentrée 2017, il y aura une dérogation à la règle qui demeure pour la suite à cette étape.

Une discussion est également ouverte sur l'attribution de la prime au mérite, dont le principe n'est pas remis en cause par la direction de la fédération de la CGIL qui demande que le choix soit dans les mains du collège des enseignants et non pas du seul chef d'établissement : bonjour l'ambiance dans la salle des profs ! La ministre ne s'est pas encore prononcée sur le sujet, mais elle peut continuer d'affirmer son soutien global à la réforme, la concertation est lancée sur de bonnes bases.

Mais avant même les résultats du référendum, les dirigeants de la CGIL avaient mis en place un dispositif avec le patronat et le gouvernement pour affaiblir des secteurs décisifs du

prolétariat : métallurgie et plus généralement l'industrie, ainsi que la Fonction publique.

---

**La direction de la CGIL a dit NON à Renzi, mais du « plan pour le travail » au « pacte pour l'usine », elle dit OUI à la cogestion des « réformes » nécessaires à la bourgeoisie**

---

La campagne de la CGIL sur le référendum s'est faite sur le terrain de la défense de la constitution de la première république (1947), omettant au passage que cette dernière n'avait été concédée que pour reconstruire un État bourgeois, y compris la police, officiers et nombre des juges étant sortis sans encombre de l'État fasciste, et qu'elle avait été déjà sérieusement altérée par la liquidation de la proportionnelle.

La direction de la CGIL a appelé à voter non, mais y voir une rupture avec les objectifs politiques défendus par le gouvernement Renzi serait erroné. Ce n'est pas par hasard que la veille du référendum, la direction de la FIOM et celle de la fédération de la Fonction publique (FP) de la CGIL ont annoncé : pour la première, la signature de l'accord avec le patronat sur le contrat national dans la métallurgie ; pour la seconde, son accord avec le gouvernement sur les bases sur lesquelles devaient s'ouvrir les négociations pour le renouvellement du contrat dans la FP.

Mais on reprendra d'abord un document produit par les « théoriciens » qui écrivent pour la direction de la confédération. Titre : « **Le plan pour le travail**, un plan extraordinaire pour l'emploi, les jeunes et les femmes ». Alléchant !

Son préambule affirme : « *Il s'agit de créer directement du travail pour faire repartir la croissance. L'idée générale est de créer une nouvelle demande (augmentation des emplois, des salaires, des consommations et des investissements) en promouvant simultanément une nouvelle offre (nouveaux secteurs d'activité, nouvelles consommations collectives, nouveaux métiers) pour un développement futur. (...) Que l'on ne nous dise pas que ces propositions sont impossibles. Toutes les fois qu'elles ont été mises en œuvre, elles ont fonctionné. On peut citer le « New Deal » américain (...).* »

On peut s'arrêter là, car, qui veut savoir, sait que la relance de l'économie américaine n'a pas été le produit du New Deal, mais du passage à l'économie de guerre : alléchant, non ?

De ce "New Deal" à la Camusso (secrétaire confédérale) - Landini (secrétaire de la FIOM), on a trois illustrations : les deux contrats nationaux précédemment évoqués et, nullement par hasard au lendemain même du référendum, l'annonce d'un Pacte pour l'usine, unissant syndicats et patronat.

« Un « pacte pour l'usine » qui ramène l'Italie vers la croissance en mettant au centre l'industrie. La Confindustria, la CGIL, l'UIL, la CISL en ont parlé plus de 4 heures, prenant l'engagement d'aller de l'avant pour ce défi qui suppose de nouvelles relations industrielles à l'ère du numérique et un projet de politique économique qui rende le pays plus compétitif. Une volonté mise noir sur blanc dans un communiqué qui donne les contenus du « pacte pour l'usine » et la volonté de poursuivre la confrontation. C'est une initiative qui a pris figure hier et qui renforce le climat de dialogue entre les partenaires sociaux ainsi que leur rôle, surtout dans la phase actuelle. (...) C'est précisément à la situation politique présente que se réfèrent les premiers mots du communiqué : « Dans un moment de crise politique et institutionnelle, les partenaires se sont rencontrés pour confronter et partager leurs analyses respectives sur la situation économique et sur les mesures possibles pour remettre en route la croissance, les investissements, l'emploi ». Le président de la Confindustria V. Boccia a déclaré que la démarche témoignait « d'un grand sens des

responsabilités » précisant, « dans un moment délicat pour le pays du point de vue économique et institutionnel, les partenaires sociaux expriment une volonté de cohésion et de capacité de proposition. Ce qui signifie [...] construire une politique économique pour une industrie compétitive et une idée de croissance [sic]. » (*La Repubblica*, 8/12/2016)

« *Mettre en route les investissements* », beau programme ! Voilà ce qu'on a pu lire à ce sujet, après que le ministre de l'économie P.C Padoan a déclaré qu'il était plus préoccupé par la faible productivité du travail que par la dette : « *La recette pour laquelle tous concordent c'est « faire plus d'investissements ». Mais comment ? Jusqu'à présent tout a tourné autour de la réduction des coûts pour les entreprises. Mais jusqu'alors, les exonérations fiscales n'ont pas donné de grands résultats. Certes, le gouvernement les a renforcées et mieux orientées. Toutefois la question que se pose un entrepreneur n'est pas « combien je vais économiser si j'investis » mais « qui achètera les biens que je produirai si j'investis ». En d'autres mots, tant que la demande interne ne se renforcera pas, avec plus de consommations privées et plus d'investissements publics, le cheval ne voudra pas boire (...).* » (*La Repubblica*)

Si "le cheval ne veut pas boire", c'est-à-dire si les possibilités de vendre les marchandises produites ne s'améliorent pas, et si même cela n'est pas suffisant pour rétablir la compétitivité, il ne reste plus à la disposition du capital que... la réduction des coûts, soit, pour parler clair, la réduction du prix du travail : pour les salaires, plus de flexibilité et de mobilité, salaires au « mérite » et contrats d'entreprise ; pour les patrons, exonérations fiscales et de cotisations sociales, qui amènent inévitablement à moins de santé, moins d'école, moins de retraite...

Mais alors c'est un autre cheval qui pourrait ruer dans les brancards et celui-là, même s'il a déjà subi beaucoup de coups, fait encore peur : pour le contenir, c'est aux directions syndicales qu'il convient de s'adresser.

C'est la même préoccupation qu'exprimaient des juristes spécialistes du droit du travail signataires d'un appel à voter NON : « (...) parce qu'il serait imposé aux parlementaires de se prononcer de manière définitive dans un délai de 60 jours ce qui limite fortement la possibilité pour les commissions idoines de faire le travail nécessaire pour avoir pleinement connaissance de la situation (...). Dans les matières qui touchent à l'emploi et à la prévention, le recours à l'audition des organisations syndicales des travailleurs et celles des entrepreneurs est fréquent. Le temps réduit pour ces procédures aurait pour conséquence de limiter fortement la possibilité pour les formations sociales de participer à la vie économique et sociale du pays (...). La volonté de réduire le rôle des corps intermédiaires est encore confirmée par la suppression du CNEL [conseil économique et social à l'italienne], lequel aurait pu être réformé de sorte à en faire un véritable organisme de participation démocratique des forces économiques et sociales à la définition des choix du pays (...). » (*La Repubblica*)

De la bonne volonté à l'égard des besoins de la bourgeoisie italienne, les dirigeants de la CGIL n'en manquent pas. Emblématique est la capitulation sans condition de la direction de la FIOM qui, après avoir refusé pendant 7 ans les conditions que voulaient imposer les patrons de la

métallurgie, vient de s'avalier un contrat national sans précédent : pour la première fois, des avantages en nature seront (pour une partie) substitués aux augmentations de salaires : bons d'essence et bons d'achat, ainsi que des contrats d'assurance santé complémentaires auprès de compagnies privées. Ce dernier point est d'une gravité toute particulière puisqu'il accompagne le désengagement de l'organisme de santé public en matière de remboursement des soins. De fait, c'est une privatisation de la sécurité sociale qui est engagée. Les avantages en nature étant exonérés de taxes, c'est tout bénéfique pour les entreprises, et cela contribuera encore à la réduction des recettes publiques dont les salariés encourent les conséquences. L'augmentation de salaire réelle, elle, sera établie sur la base de l'inflation (moins la part générée par l'énergie !), ce qui représentera 8,7 euros par mois pour 2016, à compter de... juin 2017.

Mais dans ce contrat figure également un élargissement des dispositions dérogeant au contrat national qui renforcent la liberté des patrons d'imposer des règles d'entreprise en matière de flexibilité, mobilité, primes de productivité... toutes matières sur lesquelles, jusqu'à présent, au moins formellement, la direction de la FIOM avait mis son veto.

Cerise sur le gâteau pour la collaboration patronat-syndicats, la possibilité de former un comité consultatif de participation (CCP) dans les entreprises qui emploient plus de 1500 salariés (avec au moins deux unités de production de plus de 300 salariés ou une de plus de 500). Il sera mis en place à la demande d'une des parties concernées, et composé de 3 à 6 représentants de l'entreprise, du même nombre de représentants et des syndicats nationaux ou territoriaux signataires du présent contrat, et de la Représentation syndicale unitaire (délégués syndicaux élus). *« Le comité consultatif de participation se réunit au moins une fois par an et sur requête motivée par des circonstances en rapport avec la marche de l'entreprise pour examiner : la structure et les tendances des marchés sur lesquels opère l'entreprise, les stratégies industrielles avec référence à d'éventuelles modifications de l'organisation, l'évolution de l'emploi en référence aux types d'embauche possibles (souligné par nous). Le CCP est en outre convoqué par l'entreprise en cas de choix stratégiques importants concernant l'aménagement industriel et les perspectives d'emploi à fin de permettre aux représentants syndicaux de donner leur avis. (...) Les participants aux réunions sont tenus à la réserve sur les informations de caractère confidentiel et au respect rigoureux du secret industriel sur les faits et les données qui leur sont communiqués. (...) »*

C'est l'institutionnalisation de la cogestion mode Volkswagen, celle qui associe les directions syndicales à l'organisation des licenciements, de la flexibilité ...

Comment le secrétaire de la FIOM qui, sans pour autant engager le syndicat dans la voie d'un combat frontal, avait condamné le coup de force perpétré par le PDG de la Fiat (2010) pour imposer la signature d'un accord d'entreprise dérogeant au contrat national en est-il arrivé à cette capitulation sans fard ? C'est que la production industrielle a baissé de 30% depuis 2007 et si en 2011 la courbe s'était un peu redressée, elle est depuis redevenue plate à son plus bas niveau : Landini, qui n'a pas d'autre horizon que l'économie de marché, ne peut même plus faire semblant de s'opposer.

Il faut encore remarquer que le document préparatoire à l'accord gouvernement-syndicats pour le contrat national des fonctionnaires se réfère explicitement aux nouvelles relations patronat-syndicat dans le privé :

*« Les travailleurs sont le moteur du bon fonctionnement de la FP : d'eux, de l'organisation du travail (...) dépendent les délais de réponse et la qualité des services qui sont offerts aux citoyens et aux entreprises. Le secteur public a besoin d'innovation profonde à partir des besoins des personnes et se situe au côté, et non au-dessus, des citoyens et des entreprises. (...) Pour satisfaire à ces besoins, nous considérons qu'il est fondamental que la réforme de la FP soit accompagnée du renouvellement du contrat (...) et d'une reprise des relations avec le syndicat qui contribuent à une élévation du niveau de productivité comme cela se fait dans le secteur privé. Ces facteurs représentent un élément déterminant dans la période de réforme de la FP non moins que pour la cohésion sociale. » (souligné par nous)*

Un peu plus loin est affirmé l'accord syndicats-gouvernement pour intégrer les prestations sociales dans la négociation salariale comme chez les métallos.

Cette orientation cogestionnaire donne la mesure de ce que représentent les « campagnes référendaires » initiées par la direction de la CGIL après le vote du *job's act*. Plus de 3 millions de signatures pour trois référendums, l'un pour une forme de retour à l'article 18 que la cour constitutionnelle a invalidé, le second pour l'abolition des « voucher » (ticket emploi une heure, véritable parapluie pour le travail au noir), le troisième sur la protection des employés des entreprises sous-traitantes. Cette campagne est totalement dans la continuité du refus de l'organisation du combat sur un terrain de classe ; par ailleurs, rien ne dit que sur la question des « voucher » le gouvernement ne va pas modifier le dispositif, rendant encore plus obscur les enjeux d'un vote.

Pour mesurer les difficultés auxquelles les travailleurs sont confrontés pour la réalisation d'un front de classe contre l'offensive de la bourgeoisie, il faut y ajouter la politique des directions des syndicats de base qui proclament leur opposition à l'orientation de la CGIL. Particulièrement claire est de ce point de vue la réaction de la direction des Cobas (« Comités de base » implantés dans l'enseignement et certains secteurs ouvriers) au lendemain de la signature par la FIOM de l'accord dans la métallurgie :

*« (...) Mais il est tout aussi important d'admettre que l'issue négative (sur le contrat) est aussi de la responsabilité des travailleurs qui ont espéré limiter les dégâts sans engager une dure lutte contre l'arrogance patronale et qui s'en sont remis aux bureaucrates de Fiom-Fim-Uilm. (...) ».* Après ce coup de gourdin sur la tête des métallos, cette direction lance néanmoins son rituel appel... à la lutte : *« Pour sortir de cette situation de sacrifices sans fin il n'y a qu'une voie : revenir à la lutte, s'engager personnellement, s'auto-organiser, (...). Le non au contrat peut et doit être le début d'un parcours de remontée ».* Vous avez péché, mais vous pouvez encore vous racheter !

Moins sectaire mais laissant les travailleurs tout aussi désarmés, la déclaration du PDAC (une des organisations se réclamant de la IVE Internationale) à propos de l'appel à une journée d'action de la FIOM, le 21 novembre, quelques jours avant qu'elle ne signe l'accord avec le patronat. Elle s'adresse aux travailleurs :

*« Travailleuses et travailleurs votez non ! »* (mais ce ne sont pas eux, les travailleurs, qui sont appelés à signer !) et poursuit : *« Disons tout de suite que nous pensons qu'il est juste de descendre dans la rue pour protester contre les politiques qui, suivant le diktat de la Confindustria et de la Troïka (UE, FMI, BCE), poursuivent sur la voie de l'austérité et du démantèlement des droits des travailleurs*

(...). *Nous pensons qu'il est juste de défendre le contrat collectif national de travail (...). C'est pour cela que nous serons dans la rue (à l'appel de la FIOM) aux côtés des métallos* ». Or le PDAC reconnaît que la capitulation est déjà inscrite dans les « propositions » de la FIOM : « *la plateforme présentée par la direction de la FIOM, dans le seul but de retourner à la table des négociations, ne représente pourtant pas une alternative acceptable. (...) Elles sont des propositions au rabais et vont dans le sens de ce que veulent les patrons. (...)* ».

Dans cette situation, ce dont avaient besoin les métallos ce n'était pas d'un appel en renfort à une journée d'action qui devait couvrir la capitulation des bureaucrates, mais d'un appel à s'organiser pour imposer aux bureaucrates de rompre cette « négociation » à l'issue connue d'avance. Mais cette orientation, à ce jour, n'est défendue par aucune organisation. Or l'absence de combat à l'extérieur et à l'intérieur de la CGIL pour organiser une avant-garde sur la ligne de la rupture de la collaboration de la direction avec le gouvernement et la Confindustria est un facteur d'aggravation du désarroi politique dans la classe ouvrière et la jeunesse.

Même si se dire « à gauche » n'est pas un critère de classe, parmi les 35% de sympathisants du M5S qui se reconnaissent dans ce critère, il y a une forte proportion d'ouvriers, de

chômeurs, d'étudiants qui ne se trouvent là que faute d'une alternative ouvrière. Ce n'est pas pour autant sans conséquence qu'ils apportent leur soutien à Grillo, alors que son candidat Premier ministre (Di Maio) déclare, à propos des syndicats : « (...) *c'en est fini de la représentation collective, c'est à chacun de se faire son bouclier personnel* ». Retour aux conditions d'exploitation un siècle et demi en arrière, c'est la perspective offerte par le staff « anti-organisation », un groupe de moins de 10 personnes très conséquent sur ce point puisqu'il n'offre aucun cadre organisé dans lequel l'orientation pourrait être discutée et adoptée, se réservant pour lui-même l'exclusivité de ce processus.

La xénophobie étant un autre thème cher au M5S, il devrait saluer positivement la dernière initiative du gouvernement sur l'immigration. Les centres auxquels étaient confiés l'accueil des arrivants, sordides et généralement dans des mains mafieuses, vont être fermés et « (...) *remplacés par des centres permanents pour le rapatriement* » où les *demandeurs d'asile pourront être utilisés pour des travaux d'intérêt public financés par l'UE* », avec cet argument extraordinaire du ministre de l'Intérieur (Minniti) « *cela ne créera pas de concurrence sur le marché du travail parce qu'ils ne seront pas rémunérés* » (*La Repubblica*, 9/02/2017).

---

### **La dimension politique du combat pour imposer la rupture de la cogestion des contre-réformes**

---

Cette brève analyse de la situation en Italie au lendemain du référendum du 4 décembre dernier prend en compte les faits réels, elle montre les difficultés considérables dans lesquelles se trouve le prolétariat et la jeunesse de ce pays, après comme avant le scrutin. Titrer « Une victoire de la classe ouvrière » comme l'a fait la *Tribune des Travailleurs* (7/12/2016) ne rend pas compte des obstacles existant pour transformer un échec de la bourgeoisie en une victoire pour le prolétariat. De fait, cette appréciation paralyse le combat pour la construction d'un véritable parti ouvrier.

La liquidation des partis d'origine ouvrière, en premier lieu celle du PCI (Parti communiste italien), politiquement liée à la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS a, pour un

temps, effacé toute perspective politique alternative aux gouvernements de la bourgeoisie. Le combat pour le socialisme en est d'autant plus difficile.

Les militants qui veulent construire un parti ouvrier révolutionnaire devront être attentifs à toute tentative de construction d'un « labour parti » qui pourrait surgir à partir des mouvements de classe à venir, en particulier à travers la CGIL qui reste la seule organisation ouvrière de masse et à ce titre un enjeu décisif.

Cette construction ne peut s'opérer sans combat acharné à l'intérieur et à l'extérieur de la CGIL pour la rupture du syndicat avec la politique de cogestion.

Le 15 janvier 2017

